



CHAPITRE 94

Loi refondant la Charte de la
Cité de Hull

[Sanctionnée le 19 décembre 1975]

Préam-
bule.

ATTENDU qu'il est dans l'intérêt de la Cité de Hull et nécessaire, pour la bonne administration de ses affaires que sa charte, le chapitre 52 des lois de 1893, et les lois qui la modifient soient refondues;

À ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

Citation
de la loi.

1. La présente loi peut être citée sous le titre « *Charte de la ville de Hull* ».

Corpora-
tion et
nom.

2. Les habitants et les contribuables du territoire décrit à l'annexe 1 et leurs successeurs continuent de former une corporation sous le nom de « La ville de Hull ».

Loi appli-
cable.

3. Sous réserve des dispositions de la présente loi, la ville est régie par la Loi des cités et villes (Statuts refondus, 1964, chapitre 193).

S.R., c.
193, s. 46,
remp.
pour la
ville.

4. L'article 46 de la Loi des cités et villes est remplacé pour la ville par les suivants:

Conseil
et comité
exécutif.

« 46. 1. La ville est représentée et ses affaires sont administrées:

a) par un conseil composé du maire et de huit conseillers, dont un pour chacun des quartiers décrits au paragraphe 2;

CHAPTER 94

An Act to revise the Charter of
the city of Hull

[Assented to 19 December 1975]

WHEREAS it is in the interest of the city of Hull and necessary for the proper administration of its affairs that its charter, chapter 52 of the statutes of 1893, and the acts amending it be revised;

Therefore, Her Majesty, with the advice and consent of the National Assembly of Québec, enacts as follows:

1. This act may be cited as "*The Charter of the city of Hull*".

Short title
of act.

2. The inhabitants and ratepayers of the territory described in Schedule 1 and their successors shall continue to form a corporation under the name of "The city of Hull".

Corpora-
tion and
name.

3. Subject to this act, the city is governed by the Cities and Towns Act (Revised Statutes, 1964, chapter 193).

C. and T.
Act ap-
plicable.

4. Section 46 of the Cities and Towns Act is replaced for the city by the following:

R.S., c.
193, s. 46,
replaced
for city.

"46. (1) The city shall be represented and its affairs administered:

Council
and execu-
tive com-
mittee.

(a) by a council composed of the mayor and eight councillors, one for each ward described in subsection 2;

b) par un comité exécutif composé du maire comme président et de deux conseillers.

Quartiers. 2. Quartier Laurier: commençant à un point situé au centre du Ruisseau de la Brasserie avec le prolongement central de la rue St-Laurent vers l'ouest, de là, se dirigeant vers le nord en suivant le centre du Ruisseau de la Brasserie jusqu'au centre du boulevard Montclair, de là, se dirigeant vers l'ouest en suivant le centre du boulevard Montclair, jusqu'au côté ouest de la voie du chemin de fer du Canadien Pacifique, de là, se dirigeant vers le nord en suivant le côté ouest de la voie du chemin de fer du Canadien Pacifique jusqu'à la limite nord de la Cité de Hull, de là, dans une direction nord-est en suivant et prolongeant la ligne de division entre la Cité de Hull et le Canton de Hull, rang V, jusqu'à un point situé au centre de la rivière Gatineau, de là, dans une direction générale est, en suivant le centre de la rivière Gatineau, jusqu'à la limite interprovinciale dans la rivière Outaouais, de là, en suivant ladite ligne de division entre les provinces de Québec et de l'Ontario en remontant le courant de la rivière Outaouais dans une direction générale sud jusque dans le prolongement central est de la rue St-Laurent, de là, dans une direction ouest en suivant le prolongement et la ligne centrale de la rue St-Laurent jusqu'au centre du Ruisseau de la Brasserie jusqu'au point de départ.

Quartier Montcalm: commençant à un point situé dans la rivière Outaouais étant la limite interprovinciale avec le prolongement central sud du Ruisseau de la Brasserie, de là, dans une direction nord, en suivant le prolongement et la ligne centrale du Ruisseau de la Brasserie jusqu'au prolongement central ouest de la rue St-Laurent, de là, dans une direction est, en suivant et prolongeant le centre de la rue St-Laurent jusqu'à la ligne interprovinciale située dans la rivière Outaouais, de là, suivant la ligne de division entre les provinces de Québec et de l'Ontario dans la rivière Outaouais, en remontant le courant jusqu'au point de départ.

Quartier Tétrault: commençant à un point situé dans la rivière Outaouais étant la limite interprovinciale avec le prolongement

(b) by an executive committee composed of the mayor, as chairman, and two councillors.

(2) Laurier ward: Beginning at a point situate in the centre of the Ruisseau de la Brasserie on the extension westerly of the centre of Saint-Laurent street, thence northerly along the centre of the Ruisseau de la Brasserie to the centre of boulevard Montclair, then westerly along the centre of boulevard Montclair, to the west side of the Canadian Pacific rail line, then northerly along the west side of the Canadian Pacific rail line to the north limit of the city of Hull, then northeasterly along, and along the extension of, the dividing line between the city of Hull and the township of Hull, range V, to a point situate in the centre of the Gatineau river, then generally eastward along the centre of the Gatineau river, to the interprovincial boundary in the Outaouais river, then along the said dividing line between the provinces of Québec and Ontario upstream in the Outaouais river generally southward to the easterly extension of the centre of Saint-Laurent street, then westerly along the extension of the centre line of Saint-Laurent street to the centre of the Ruisseau de la Brasserie to the point of beginning.

Montcalm ward: Beginning at a point situate in the Outaouais river on the interprovincial boundary at the southerly extension of the centre of the Ruisseau de la Brasserie, thence northerly along the extension of the centre line of the Ruisseau de la Brasserie to the extension westerly of the centre of Saint-Laurent street, then easterly along, and along the extension of, the centre of Saint-Laurent street to the interprovincial line in the Outaouais river, then along the dividing line between the provinces of Québec and Ontario in the Outaouais river upstream to the point of beginning.

Tétrault ward: Beginning at a point situate in the Outaouais river on the interprovincial boundary at the southerly ex-

ment central sud du Ruisseau de la Brasserie, de là, en suivant la ligne de division entre les provinces de Québec et de l'Ontario dans la rivière Outaouais, en remontant le courant jusqu'à un point situé avec le prolongement sud de la ligne séparative des lots 14-1, quartier 1, Cité de Hull et 8c, rang III, Canton de Hull, de là, vers le nord le prolongement, la ligne séparative des lots 14-1, quartier 1 et 8c, rang III, la limite ouest du lot 13-1, quartier 1, jusqu'à sa rencontre avec la limite nord du boulevard Taché, de là, vers le sud-ouest la limite nord du boulevard Taché jusqu'à sa rencontre avec la limite ouest du chemin Brickyard, de là, vers le sud-ouest la limite nord du boulevard Taché sur une distance de trois cent quatre-vingt-seize pieds et sept dixièmes (396.7 pieds), de là, vers le nord-ouest une ligne perpendiculaire audit boulevard, sur une distance de six cent cinquante-neuf pieds et sept dixièmes (659.7 pieds), de là, vers le nord-est, une distance de six cent dix-sept pieds et neuf dixièmes (617.9 pieds), de là, vers le nord une ligne parallèle au chemin Brickyard sur une distance de mille cent soixante-quatorze pieds et deux dixièmes (1,174.2 pieds), jusqu'à sa rencontre avec la limite sud du lot 9a-8, rang III, de là, vers l'ouest la limite sud des lots 9a-8, 9a-9, 9a-25, 9a-16, 9a-17, 10-7, 10-8, 10-9, 10-12, 10-54, 10-53, rang III, jusqu'à sa rencontre avec la ligne séparative des lots originaires 10 et 11, rang III, de là, vers le nord ladite ligne séparative jusqu'à sa rencontre avec la ligne séparative des rangs III et IV, de là, vers le nord la limite ouest des lots 10c et 10b, rang IV, jusqu'à sa rencontre avec la limite nord du lot 10b, rang IV, de là, vers l'est la limite nord des lots 10b et 9b-3, rang IV, jusqu'à sa rencontre avec la limite ouest du lot 9b-1, de là, vers le nord la limite ouest du lot 9b-1, rang IV, jusqu'à sa rencontre avec la limite nord-est du chemin de la Montagne, de là, vers le sud-est et vers le nord-est, la limite nord-est et la limite nord-ouest du chemin de la Montagne jusqu'à sa rencontre avec la limite est du lot 7b, rang IV, de là, vers le sud et le sud-est en suivant l'emprise ouest de la Promenade du Lac des Fées, jusqu'au centre de la rue Laramée, de là, vers l'est en suivant le centre de la rue Laramée jusqu'au centre du boulevard St-Joseph,

tension of the centre of the Ruisseau de la Brasserie, thence along the dividing line between the provinces of Québec and Ontario in the Outaouais river upstream to a point situate on the southerly extension of the dividing line between lots 14-1, ward I, city of Hull, and 8c, range III, township of Hull, then, northerly, the extension, the dividing line between lots 14-1, ward I and 8c, range III, the west limit of lot 13-1, ward 1, to where it meets the north limit of boulevard Taché, then, southwesterly, the north limit of boulevard Taché to where it meets the west limit of Brickyard road, then, southwesterly, the north limit of boulevard Taché, a distance of three hundred and ninety-six feet and seven-tenths (396.7 feet), then northwesterly, a line perpendicular to the said boulevard, a distance of six hundred and fifty-nine feet and seven-tenths (659.7 feet), then, northeasterly, a distance of six hundred and seventeen feet and nine-tenths (617.9 feet), then, northerly, a line parallel to Brickyard road, a distance of one thousand one hundred and seventy-four feet and two-tenths (1,174.2 feet), to where it meets the south limit of lot 9a-8, range III, then, westerly, the south limit of lots 9a-8, 9a-9, 9a-25, 9a-16, 9a-17, 10-7, 10-8, 10-9, 10-12, 10-54, 10-53, range III, to where it meets the dividing line between original lots 10 and 11, range III, then, northerly, the said dividing line to where it meets the dividing line between ranges III and IV, then, northerly, the west limit of lots 10c and 10b, range IV, to where it meets the north limit of lot 10b, range IV, then, easterly, the north limit of lots 10b and 9b-3, range IV, to where it meets the west limit of lot 9b-1, then, northerly, the west limit of lot 9b-1, range IV, to where it meets the northeast limit of the Chemin de la Montagne, then, southeasterly and northeasterly, the northeast limit and the northwest limit of the Chemin de la Montagne to where it meets the east limit of lot 7b, range IV, then southerly and southeasterly along the west right of way of the Promenade du Lac des Fées, to the centre of Laramée street, then, easterly along the centre of Laramée street to the centre of boulevard Saint-Joseph, then southerly along the centre of boulevard Saint-Joseph to the centre of

de là, vers le sud en suivant le centre du boulevard St-Joseph jusqu'au centre de la rue Montcalm, de là, vers le sud-est en suivant le centre de la rue Montcalm jusqu'au centre du Ruisseau de la Brasserie, de là, vers le sud en suivant le centre du Ruisseau de la Brasserie et son prolongement jusqu'au point de départ.

Quartier Wright: commençant à un point situé au centre du Ruisseau de la Brasserie et de la rue Montcalm, de là, vers une direction nord-ouest en suivant le centre de la rue Montcalm jusqu'au centre du boulevard St-Joseph, de là, vers une direction nord en suivant le centre du boulevard St-Joseph jusqu'au centre de la rue Laramée, de là, vers une direction ouest en suivant le centre de la rue Laramée, jusqu'à l'emprise ouest de la Promenade du Lac des Fées, de là, vers une direction nord-ouest en suivant l'emprise ouest de la Promenade du Lac des Fées jusqu'au centre de la rue Marguerite-Bourgeois, de là, vers une direction est en suivant le centre de la rue Marguerite-Bourgeois jusqu'au centre de la rue Émond, de là, vers une direction nord en suivant le centre de la rue Émond jusqu'au centre du boulevard Montclair, de là, vers une direction est en suivant le centre du boulevard Montclair jusqu'au centre du boulevard Moussette, de là, vers une direction sud en suivant le centre du boulevard Moussette jusqu'au centre de la rue Jeanne d'Arc, de là, vers une direction est en suivant le centre de la rue Jeanne d'Arc jusqu'au centre du boulevard St-Joseph, de là, vers une direction nord en suivant le centre du boulevard St-Joseph jusqu'au centre du boulevard Montclair, de là, vers une direction est en suivant le centre du boulevard Montclair jusqu'au centre du Ruisseau de la Brasserie, de là, vers une direction sud en suivant le centre du Ruisseau de la Brasserie jusqu'au centre de la rue Montcalm, point de départ.

Quartier Lafontaine: commençant à un point situé au centre du boulevard Montclair dans la prolongation ouest des voies du chemin de fer du Canadien Pacifique, de là, se dirigeant vers l'ouest en suivant le centre du boulevard Montclair jusqu'au centre du boulevard St-Joseph, de là, se dirigeant vers le sud en suivant le centre du boulevard St-Joseph jusqu'au centre de la rue Jeanne d'Arc, de là, se dirigeant vers

Montcalm street, then, southeasterly along the centre of Montcalm street to the centre of the Ruisseau de la Brasserie, then, southerly along the centre of the Ruisseau de la Brasserie and its extension to the point of beginning.

Wright ward: Beginning at a point situate at the centre of the Ruisseau de la Brasserie and Montcalm street, thence, northwesterly along the centre of Montcalm street, to the centre of boulevard Saint-Joseph, then, northerly along the centre of boulevard Saint-Joseph to the centre of Laramée street, then westerly, along the centre of Laramée street, to the west right of way of the Promenade du Lac des Fées, then, northwesterly along the west right of way of the Promenade du Lac des Fées to the centre of Marguerite-Bourgeois street, then, easterly along the centre of Marguerite-Bourgeois street to the centre of Émond street, then, northerly along the centre of Émond street to the centre of boulevard Montclair, then, easterly along the centre of boulevard Montclair to the centre of boulevard Moussette, then, southerly along the centre of boulevard Moussette to the centre of Jeanne d'Arc street, then, easterly along the centre of Jeanne d'Arc street to the centre of boulevard Saint-Joseph, then, northerly along the centre of boulevard Saint-Joseph to the centre of boulevard Montclair, then easterly along the centre of boulevard Montclair to the centre of the Ruisseau de la Brasserie, then southerly along the centre of the Ruisseau de la Brasserie to the centre of Montcalm street, the point of beginning.

Lafontaine ward: Beginning at a point situate at the centre of boulevard Montclair on the west extension of the Canadian Pacific rail lines, thence westerly along the centre of boulevard Montclair to the centre of boulevard Saint-Joseph, then southerly along the centre of boulevard Saint-Joseph to the centre of Jeanne d'Arc street, then westerly along the centre of Jeanne d'Arc street to the centre of bou-

l'ouest en suivant le centre de la rue Jeanne d'Arc jusqu'au centre du boulevard Moussette, de là, se dirigeant vers le nord en suivant le centre du boulevard Moussette jusqu'au centre du boulevard Montclair, de là, se dirigeant vers l'ouest en suivant le centre du boulevard Montclair jusqu'au centre de la rue Émond, de là, se dirigeant vers le sud en suivant le centre de la rue Émond jusqu'au centre de la rue Marguerite-Bourgeois, de là, se dirigeant vers l'ouest en suivant le centre de la rue Marguerite-Bourgeois et son prolongement jusqu'à l'emprise ouest de la Promenade du Lac des Fées, de là, se dirigeant vers le nord en suivant l'emprise ouest de la Promenade du Lac des Fées et du boulevard de la Cité des Jeunes jusqu'au prolongement nord de la rue St-Raymond, de là, se dirigeant vers l'est en suivant la ligne nord de la rue St-Raymond jusqu'au centre du boulevard St-Joseph, de là, se dirigeant vers le nord-ouest en suivant le centre du boulevard St-Joseph jusqu'au centre du chemin Leamy, de là, se dirigeant vers le nord-est en suivant le centre du chemin Leamy jusqu'au côté ouest de la voie du chemin de fer du Canadien Pacifique, de là, se dirigeant vers le sud en suivant le côté ouest de la voie du chemin de fer du Canadien Pacifique jusqu'au point de départ.

Quartier Dollard: commençant à un point situé au centre de la rue Isabelle et l'emprise nord de la rue St-Raymond, de là, vers une direction ouest en suivant l'emprise nord de la rue St-Raymond jusqu'à l'emprise sud-ouest du boulevard de la Cité des Jeunes, de là, vers une direction générale nord-ouest en suivant l'emprise sud-ouest du boulevard de la Cité des Jeunes jusqu'à la limite nord du rang VI, Canton de Hull, de là, vers une direction est en suivant le centre du boulevard Mont-Bleu jusqu'au centre du boulevard Riel, de là, vers une direction sud-est en suivant le centre du boulevard Riel, jusqu'au centre de la rue Isabelle, de là, vers une direction sud en suivant le centre de la rue Isabelle jusqu'au point de départ.

Quartier Vanier: commençant à un point situé au centre de la rue Isabelle et l'emprise nord de la rue St-Raymond, de là, vers une direction nord en suivant le centre de la rue Isabelle jusqu'au centre du bou-

levard Moussette, then northerly along the centre of boulevard Moussette to the centre of boulevard Montclair, then westerly along the centre of boulevard Montclair to the centre of Émond street, then southerly along the centre of Émond street to the centre of Marguerite-Bourgeois street, then westerly along the centre of Marguerite-Bourgeois street and its extension to the west right of way of the Promenade du Lac des Fées, then northerly along the west right of way of the Promenade du Lac des Fées and of the boulevard de la Cité des Jeunes to the north extension of Saint-Raymond street, then easterly along the north line of Saint-Raymond street to the centre of boulevard Saint-Joseph, then northwesterly along the centre of boulevard Saint-Joseph to the centre of Leamy road, then northeasterly along the centre of Leamy road to the west side of the Canadian Pacific rail line, then, southerly along the west side of the Canadian Pacific rail line to the point of beginning.

Dollard ward: Beginning at a point situate at the centre of Isabelle street and the north right of way of Saint-Raymond street, thence westerly along the north right of way of Saint-Raymond street to the southwest right of way of the boulevard de la Cité des Jeunes, then generally northwestward along the southwest right of way of the boulevard de la Cité des Jeunes to the north limit of range VI, township of Hull, then easterly along the centre of boulevard Mont-Bleu to the centre of boulevard Riel, then southeasterly along the centre of boulevard Riel to the centre of Isabelle street, then southerly along the centre of Isabelle street to the point of beginning.

Vanier ward: Beginning at a point situate at the centre of Isabelle street and the north right of way of Saint-Raymond street, thence northerly along the centre of Isabelle street to the centre of boulevard

levard Riel, de là, vers une direction nord-ouest en suivant le centre du boulevard Riel jusqu'au centre du boulevard Mont-Bleu, de là, vers une direction est en suivant le centre du boulevard Mont-Bleu et son prolongement jusqu'à l'emprise ouest de la voie du chemin de fer du Canadien Pacifique, de là, vers une direction sud-est et nord-est en suivant l'emprise nord-est et nord-ouest de la voie du chemin de fer du Canadien Pacifique jusqu'au centre de la rivière Gatineau, de là, vers une direction sud-est en suivant le centre de la rivière Gatineau jusqu'au prolongement vers le nord-est de la ligne de division entre la Cité de Hull et le Canton de Hull, rang V, de là, vers une direction sud-ouest dans la prolongation et en suivant la ligne de division entre la Cité de Hull et le Canton de Hull, rang V jusqu'au centre du boulevard St-Joseph, de là, vers une direction sud-est en suivant le centre du boulevard St-Joseph jusqu'à l'emprise nord de la rue St-Raymond, de là, vers une direction ouest en suivant l'emprise nord de la rue St-Raymond jusqu'au point de départ.

Quartier Mont-Bleu: commençant à un point situé au centre de la rivière Gatineau et l'emprise nord-ouest de la voie du chemin de fer du Canadien Pacifique, de là, vers une direction sud-ouest et nord-ouest en suivant l'emprise nord-ouest et nord-est de la voie du chemin de fer du Canadien Pacifique jusqu'au prolongement vers l'est du centre du boulevard Mont-Bleu, de là, vers une direction ouest en suivant le centre et son prolongement du boulevard Mont-Bleu puis continuant toujours vers l'ouest en suivant le rang V et le rang VI du Canton de Hull jusqu'à la limite ouest du lot 10c, rang VI, Canton de Hull, de là, vers une direction nord en suivant les limites ouest des lots 10c et 10b, rang VI, Canton de Hull jusqu'à l'emprise sud-ouest du boulevard de la Cité des Jeunes, de là, vers une direction nord-ouest en suivant l'emprise sud-ouest du boulevard de la Cité des Jeunes jusqu'à la limite nord du rang VI, de là, vers une direction est en suivant la limite des rangs VI et VII et son prolongement jusqu'au centre de la rivière Gatineau, de là, vers une direction sud-est et sud en suivant le centre de la rivière Gatineau jusqu'au point de départ.

Riel, then northwesterly along the centre of boulevard Riel to the centre of boulevard Mont-Bleu, then easterly along the centre of boulevard Mont-Bleu and its extension to the west right of way of the Canadian Pacific rail line, then southeasterly and northeasterly along the northeast and northwest right of way of the Canadian Pacific rail line to the centre of the Gatineau river, then southeasterly along the centre of the Gatineau river, to the extension northeasterly of the dividing line between the city of Hull and the township of Hull, range V, then southwesterly along the extension and the dividing line between the city of Hull and the township of Hull, range V, to the centre of boulevard Saint-Joseph, then southeasterly along the centre of boulevard Saint-Joseph to the north right of way of Saint-Raymond street, then westerly along the north right of way of Saint-Raymond street to the point of beginning.

Mont-Bleu ward: Beginning at a point situate in the centre of the Gatineau river and the northwest right of way of the Canadian Pacific rail line, thence southwesterly and northwesterly along the northwest and northeast right of way of the Canadian Pacific rail line to the extension easterly of the centre of boulevard Mont-Bleu, then westerly along the centre and the extension of the centre of boulevard Mont-Bleu, and further westerly along range V and range VI of the township of Hull to the west limit of lot 10c, range VI, township of Hull, then northerly along the west limits of lots 10c and 10b, range VI, township of Hull, to the southwest right of way of the boulevard de la Cité des Jeunes, then northwesterly along the southwest right of way of the boulevard de la Cité des Jeunes to the north limit of range VI, then, easterly along the limit of ranges VI and VII and the extension of that limit to the centre of the Gatineau river, then southeasterly and southerly along the centre of the Gatineau river to the point of beginning.

Pouvoirs
du
conseil.

« **46a.** Le conseil a autorité pour :

a) adopter les budgets et voter les crédits nécessaires à l'administration de la ville, soumis par le comité exécutif, avec droit de les modifier dans les délais impartis;

b) consentir les contrats de la ville dans les cas où le comité exécutif ne peut le faire;

c) adopter les règlements décrétant les travaux considérés comme dépenses capitales et autoriser les emprunts ou imposer les taxes pour les payer ou ordonner qu'ils soient payés à même les fonds généraux non encore affectés;

d) adopter les règlements de la ville concernant toute matière qu'elle a droit de réglementer;

e) créer par règlement les différents services de la ville et établir le champ de leurs activités;

f) se prononcer sur tout rapport que le comité exécutif lui soumet;

g) demander au comité exécutif des rapports sur toute matière concernant l'administration de la ville;

h) approuver le plan de classification des fonctions, les échelles de salaires s'y rapportant et leurs allocations, sur rapport du comité exécutif;

i) déléguer au comité exécutif, par règlement, tous les pouvoirs qui lui sont conférés par la loi à l'exception de ceux qui lui sont accordés par le présent article;

j) adopter tous règlements n'ayant aucune incidence monétaire sans qu'il soit nécessaire que ces règlements viennent du comité exécutif. »

« **46a.** The council may

(a) adopt the budgets and vote the appropriations necessary for the administration of the city, submitted by the executive committee, and may change them within the given delays;

(b) award contracts of the city in cases where the executive committee cannot do so;

(c) make by-laws ordering works considered capital expenditures and authorize loans or impose taxes to pay for them or order them paid out of the unallotted general funds;

(d) make the by-laws of the city on any matter the city may regulate;

(e) create by by-law the different departments of the city and determine the scope of their activities;

(f) give its opinion on any report submitted to it by the executive committee;

(g) request reports from the executive committee on any matter respecting the administration of the city;

(h) approve the job-classification plan and the scales of related wages and allowances upon report of the executive committee;

(i) delegate to the executive committee, by by-law, all the powers vested in it by law with the exception of those vested in it by this section;

(j) pass all by-laws having no monetary incidence without it being necessary that such by-laws come from the executive committee."

Powers
of
council.

Rémuné-
ration
addition-
nelle.

5. Les membres du comité exécutif reçoivent, en plus des sommes prévues à la Loi des cités et villes, une rémunération de cinq mille dollars par année et une allocation de dépenses de deux mille cinq cents dollars par année.

5. The members of the executive committee shall receive, in addition to the sums provided for in the Cities and Towns Act, remuneration of five thousand dollars per annum and an expense allowance of two thousand five hundred dollars per annum.

Additional
remuneration.

Rémuné-
ration du
président
du conseil
et du
maire
suppléant.

6. Le président du conseil et le maire suppléant reçoivent annuellement respectivement, en plus des sommes prévues à la Loi des cités et villes, une rémunération \$1,333.34 et une allocation de dépenses de \$666.66.

6. The chairman of the council and the deputy mayor shall receive, respectively, each year, in addition to the sums provided for in the Cities and Towns Act, remuneration of \$1,333.34 and an expense allowance of \$666.66.

Remuneration of
mayor
and
deputy
mayor.

S.R., c.
193, s.
54a, remp.
pour la
ville.

7. L'article 54a de la Loi des cités et villes est remplacé pour la ville par le suivant:

Maire
suppléant.

« **54a.** À sa première séance suivant l'élection générale, le conseil élit un conseiller comme maire suppléant pour les douze mois suivants ou jusqu'à son remplacement; en cette qualité, ce conseiller a la responsabilité, les prérogatives et l'autorité du maire, sauf en ce qui concerne le comité exécutif, lorsque le maire est absent de la ville ou est incapable de remplir les devoirs de sa charge.

Élection
lors de
séance
subsé-
quente.

Lorsque, pour un motif quelconque, l'élection du maire suppléant n'a pas été faite lors de la première séance suivant l'élection générale, elle peut l'être à une séance subséquente. »

Président
des séan-
ces du
conseil.

8. À la première séance qui suit une élection générale et que préside le greffier, le conseil élit un de ses membres pour exercer la présidence aux séances du conseil.

Vote pré-
pondé-
rant.

Pour l'élection du président, le maire a un vote prépondérant, en cas d'égalité des voix.

Nomina-
tion de
conseillers
au comité
exécutif.

Immédiatement après le choix du président du conseil, le maire a le droit de nommer les deux conseillers qui font partie du comité exécutif. S'il n'exerce pas ce droit, cette nomination se fait par vote, chaque conseiller devant, sous peine de nullité de son bulletin, voter pour deux conseillers à la charge de membre du comité exécutif.

Bulletin

Le bulletin est une liste imprimée par les soins du greffier et signée de ses initiales, sur lequel sont inscrits, par ordre alphabétique, les noms des conseillers.

Vote.

Pour voter, chaque conseiller reçoit ce bulletin du greffier qui a rayé le nom du président. Le conseiller se retire à l'intérieur d'un isoloir et y fait dans un carré imprimé à cette fin une croix en regard du nom de chaque conseiller pour lequel il vote.

Bulletin
initialé,
etc.

Chaque bulletin doit être signé des initiales du greffier et lui être remis sous enveloppe cachetée. Ces enveloppes ne sont ouvertes qu'au dépouillement du scrutin alors que le vote donné pour chaque conseiller est rendu public; en cas d'égalité de voix entre les conseillers auxquels un

7. Section 54a of the Cities and Towns Act is replaced for the city by the following:

R.S., c.
193, s.
54a, re-
placed for
the city.

Deputy
mayor.

“**54a.** At its first sitting following the general election, the council shall elect a councillor as deputy mayor for the twelve ensuing months or until he is replaced; in that capacity, such councillor shall have the responsibilities, prerogatives and authority of the mayor, except in regard to the executive committee, when the mayor is absent from the city or is unable to perform his duties of office.

If, for any reason, the deputy mayor is not elected at the first sitting following the general election, he may be elected at a subsequent meeting.”

Election
at sub-
sequent
meeting.

8. At the first sitting following a general election, the clerk presiding, the council shall elect one of its members to chair the sittings of the council.

Election
of mem-
ber to
preside.

If the vote for the election of the chairman is tied, the mayor shall have a casting vote.

Casting
vote.

Immediately after the election of the chairman of the council, the mayor may appoint the two councillors to the executive committee. If he does not exercise such right, they shall be appointed by vote; each councillor must, under pain of nullity of his ballot, vote for two councillors as members of the executive committee.

Appoint-
ment of
council-
lors to
executive
com-
mittee.

The ballot, prepared and initialed by the clerk, shall be a printed, alphabetical list of the names of the councillors.

Ballot.

For the vote, the clerk shall give each councillor such ballot after striking out the name of the chairman. The councillor shall retire to a booth and mark a cross in the square printed for that purpose opposite the name of each councillor for whom he votes.

Vote.

Each of the ballots must be initialed by the clerk and remitted to him in a sealed envelope. Such envelopes shall be opened only at the counting of the votes, where the vote for each councillor shall be made public; if a single additional vote would entitle a councillor in a tie-vote to be de-

Sealed
ballots;
counting.

vote de plus donnerait le droit d'être proclamés élus, le président du conseil pourra demander un nouveau scrutin ou donner son vote prépondérant.

Ajournement
interdit.

Tant que le conseil n'a pas élu les membres du comité exécutif, il ne peut ni suspendre ni ajourner sa séance.

Droits.

Le maire et les membres du comité exécutif ont, au conseil, les mêmes droits que les autres conseillers.

Voix
prépon-
dérante.

9. Aux assemblées du conseil, le président a voix prépondérante lorsque les votes sont également divisés.

Remplace-
ment du
président.

10. Si le président est absent d'une séance du conseil, celui-ci choisit un de ses membres pour présider; le greffier préside jusqu'à ce qu'un président soit choisi.

S.R., c.
193, a. 95,
rempl.
pour la
ville.

11. L'article 95 de la Loi des cités et villes est remplacé pour la ville par le suivant:

Place-
ments
dans des
bons, etc.

« **95.** Le trésorier peut placer à intérêts à courte échéance les deniers disponibles provenant du fonds d'administration budgétaire et du fonds du capital et d'emprunt de la ville dans des bons directs ou garantis du gouvernement du Canada ou du gouvernement du Québec ou dans des certificats de dépôt émis par une banque à charte ou une caisse d'épargne et de crédit. »

S.R., c.
193, a.
96a, aj.
pour la
ville.

12. Ladite loi est modifiée pour la ville par l'insertion après l'article 96, du suivant:

Ordre de
paiement.

« **96a.** Le trésorier ne fait aucun paiement à même les revenus ou les fonds de la ville, autrement que sur l'ordre du comité exécutif, lequel lui est communiqué par le greffier; la production, par le trésorier, de cet ordre dûment acquitté, est une preuve *prima facie* que le montant y mentionné a été payé. »

S.R., c.
193, aa,
108, 109,
rempl.
pour la
ville.

13. Les articles 108 et 109 de ladite loi sont remplacés pour la ville par les suivants:

Gérant.

« **108.** Le conseil nomme le gérant et détermine son traitement, ainsi que les

claired elected, the chairman of the council may either request a new poll or give a casting vote.

The council shall not suspend or adjourn the sitting until the members of the executive committee are elected.

Adjourn-
ment for-
bidden.

The mayor and the members of the executive committee have the same rights in the council as the other councillors.

Same
rights.

9. At the meetings of the council, the chairman shall have a casting vote when voting is evenly divided.

Casting
vote.

10. If the chairman is absent from a sitting of the council, it shall select one of its members to preside; the clerk shall preside until a chairman is selected.

Replace-
ment of
chairman.

11. Section 95 of the Cities and Towns Act is replaced for the city by the following:

R.S., c.
193, s. 95,
replaced
for city.

« **95.** The treasurer may invest, at short term interest, available moneys from the budget administration fund and from the capital and loan fund of the city, in bonds of or secured by the government of Canada or the government of Québec or in deposit certificates issued by a chartered bank or a savings and credit union. »

Invest-
ment in
bonds,
etc.

12. The said act is amended for the city by inserting after section 96, the following:

R.S., c.
193, s.
96a,
added for
city.

« **96a.** The treasurer shall make no payment out of the revenues or funds of the city, otherwise than on the order of the executive committee, which shall be communicated to him by the clerk; the production, by the treasurer, of such order duly paid, shall be *prima facie* proof that the amount mentioned therein has been paid. »

Payment
on order
only.

13. Sections 108 and 109 of the said act are replaced for the city by the following:

R.S., c.
193, ss.
108, 109,
replaced
for city.

« **108.** The council shall appoint the manager and determine his salary, and the

Manager.

conditions et les modalités de son engagement par le vote favorable de cinq conseillers présents.

Restriction.

Il est interdit à un ancien membre du conseil d'exercer la fonction de gérant, si ce n'est après l'expiration de deux années qui suivent la fin de son mandat.

Domicile du gérant, etc.

Le gérant doit avoir son domicile dans la ville, lors de sa nomination, ou l'y établir dans les six mois de cette nomination. Il doit consacrer tout son temps à l'exercice de sa fonction et il lui est interdit de louer ses services ou de travailler pour qui que ce soit d'autre que la ville.

Suspension, etc.

Seul le conseil a le droit de suspendre le gérant, de diminuer son traitement ou de le destituer par un vote de cinq de ses membres. Le gérant peut, dans les huit jours, interjeter appel d'une telle décision à la Commission municipale du Québec qui décide en dernier ressort après enquête.

Adjoint.

Sur la recommandation du gérant, le conseil peut lui nommer un adjoint. Dans les cas d'absence ou d'incapacité du gérant, l'adjoint a les mêmes attributions et les mêmes devoirs. Les dispositions du présent article s'appliquent également à l'adjoint.

Attributions et devoirs du gérant.

« 109. Le gérant a les attributions et les devoirs qui suivent :

a) administrer les affaires de la ville sous l'autorité du comité exécutif;

b) exercer, à titre de mandataire du comité exécutif, l'autorité sur les chefs de services, à l'exception du greffier et du vérificateur;

c) assurer la liaison entre le comité exécutif et les chefs de services et surveiller le travail des services;

d) transmettre au comité exécutif la correspondance que lui adressent les services de la ville et l'accompagner de ses recommandations;

e) assister aux réunions du comité exécutif et prendre part aux délibérations, sans cependant avoir le droit de vote;

f) verser ses propres conclusions, s'il le juge à propos, au dossier de toute affaire soumise au comité exécutif ou au conseil;

terms and conditions of his hiring, by a vote in favour by five councillors present.

It is prohibited for a former member of the council to hold the office of manager, before the lapse of two years following the end of his mandate.

Restriction.

The manager must have his domicile in the city, at the time of his appointment, or establish it there within six months of his appointment. He must devote all his time to his duties of office and it is prohibited for him to lease his services or to work for anyone except the city.

Manager's domicile, etc.

The council alone has the right to suspend the manager, reduce his salary or dismiss him by the vote of five of its members. The manager may, within eight days, appeal from such decision to the Québec Municipal Commission, which decides finally after investigation.

Suspension, etc.

Upon the recommendation of the manager, the council may appoint an assistant to him. When the manager is absent or unable to act, the assistant has the same powers and duties. The other provisions of this section also apply to the assistant.

Assistant.

« 109. The manager has the following powers and duties:

Powers and duties of manager.

(a) to administer the affairs of the city under the authority of the executive committee;

(b) to exercise, as mandatar of the executive committee, authority over heads of departments, with the exception of the clerk and the auditor;

(c) to ensure liaison between the executive committee and the heads of departments and supervise the work of the departments;

(d) to transmit to the executive committee the correspondence addressed to it by the departments of the city and accompany it with his recommendations;

(e) to attend the meetings of the executive committee and to take part in the proceedings, but without the right to vote;

(f) to enter his own conclusions, if he deems it expedient, in the record of any affair submitted to the executive committee or to the council;

g) assister aux réunions du conseil et lui donner toutes les informations et les avis que le conseil lui demande;

h) faire rapport au conseil de toute question qu'il croit devoir porter à la connaissance du conseil;

i) avoir accès à tous les dossiers de la ville;

j) obliger tout fonctionnaire ou employé de la ville à lui fournir toutes les informations et tous les documents qu'il lui aura demandés;

k) donner aux conseillers toutes les informations qu'ils lui demandent;

l) assurer la réalisation des plans et des programmes de la ville sous l'autorité du comité exécutif;

m) faire préparer des plans et des programmes en vue de la réparation et de l'entretien des bâtisses et des installations de la ville, sous l'autorité du comité exécutif;

n) faire préparer des plans et des programmes en vue d'améliorer le fonctionnement et le rendement des services de la ville et d'en assurer le développement normal;

o) obtenir, étudier et présenter au comité exécutif, et même au conseil, s'il le juge à propos, les projets préparés par les chefs de services, sur des matières qui requièrent l'approbation du comité exécutif ou celle du conseil et proposer au comité exécutif ou au conseil de prendre, dans le cadre de leur juridiction respective, toute décision qu'il juge de l'intérêt de la ville;

p) coordonner les estimations budgétaires des divers services et les présenter au comité exécutif et, s'il le juge à propos, faire au comité exécutif ou même au conseil toute recommandation qu'il juge nécessaire;

q) assurer l'efficacité des services de la ville;

r) surveiller les dépenses en collaboration avec le trésorier et s'assurer que l'argent de la ville est employé conformément aux affectations que comportent le budget, les règlements et les résolutions;

s) présenter sans retard au comité exécutif la liste des comptes à payer;

(g) to attend the meetings of the council and give it all the information and opinions which the council requests;

(h) to report to the council on any question which he thinks must be brought to the attention of the council;

(i) to have access to all the records of the city;

(j) to require any functionary or employee of the city to furnish to him all the information and all the documents which he has requested;

(k) to give to the councillors all the information which they ask of him;

(l) to ensure the implementation of the plans and programmes of the city under the authority of the executive committee;

(m) to cause plans and programmes to be prepared for the repair and maintenance of the buildings and equipment of the city, under the authority of the executive committee;

(n) to cause plans and programmes to be prepared for the improvement of the output and efficiency of the departments of the city and to ensure the normal development thereof;

(o) to obtain, study and present to the executive committee, and even to the council if he deems it expedient, the projects prepared by the heads of departments, on matters which require the approval of the executive committee or of the council, and propose that the executive committee or the council take, within the scope of their respective jurisdictions, any decision which he considers in the interest of the city;

(p) to coordinate the budgetary estimates of the various departments and present them to the executive committee and, if he deems it expedient, make to the executive committee or even to the council any recommendation which he considers necessary;

(q) to ensure the efficiency of the departments of the city;

(r) to supervise expenses in cooperation with the treasurer and assure himself that the money of the city is employed in accordance with the appropriations specified in the budget, the by-laws and the resolutions;

(s) to present without delay to the executive committee the list of accounts payable;

t) être membre de droit de l'Office du personnel de la ville;

u) ouvrir en présence d'au moins un membre du comité exécutif et des soumissionnaires, le cas échéant les soumissions reçues pour les travaux et recommander l'acceptation de celle qu'il estime la meilleure. »

(t) to be a member *ex officio* of the Personnel Bureau of the city;

(u) to open in the presence of the members of the executive committee and of the tenderers the tenders received for work and recommend acceptance of the tender he considers the best."

S.R., c.
193, aa.
349-352,
remp.
pour la
ville.

14. Les articles 349 à 352 de ladite loi sont remplacés pour la ville par les suivants :

Séances
publiques
ou à huis
clos.

« **349.** Les séances du conseil sont publiques. Toutefois, le conseil peut siéger à huis clos lorsqu'il s'agit de discuter la conduite de certains de ses membres ou pour quelque autre matière d'intérêt privé.

14. Sections 349 to 352 of the said act are replaced for the city by the following :

R.S., c.
193, ss.
349-362,
replaced
for city.

« **349.** Sittings of the council are public; however, the council may sit in camera when discussing the conduct of certain of its members or any other matter of private interest.

Sittings
public or
in camera.

Assem-
blées spé-
ciales.

« **350.** Le maire peut chaque fois qu'il le juge opportun ou nécessaire convoquer une ou des assemblées spéciales du conseil.

Idem.

Deux conseillers peuvent aussi faire convoquer une assemblée spéciale du conseil; dans ce cas, ils s'adressent au maire et lui demandent de convoquer cette assemblée et, en l'absence du maire ou sur son refus d'agir, ils convoquent eux-mêmes cette assemblée, en exposant par écrit au greffier leur but, en convoquant cette assemblée et en fixant le jour de la tenue de cette assemblée.

« **350.** The mayor, whenever he deems it expedient or necessary, may call one or more special meetings of the council.

Special
meetings.

Two councillors may also cause a special meeting of the council to be called; in such a case, they shall request the mayor to call the meeting or, if he is absent or refuses to act, they shall call it themselves by written intimation of their object to the clerk, fixing the day for the meeting.

Idem.

Avis
écrit aux
conseil-
lers.

Le greffier, en recevant cet avis, convoque une assemblée spéciale du conseil en donnant un avis écrit à chacun des conseillers.

On receiving the notice, the clerk shall call a special meeting of the council by giving a written notice to each of the councillors.

Written
notice to
council-
lers.

Contenu.

Cet avis doit mentionner les sujets qui doivent être pris en considération à cette assemblée spéciale et lors de cette assemblée le conseil n'a pas le droit de prendre en considération d'autres sujets que ceux mentionnés dans l'avis.

Such notice must contain the agenda for the special meeting, and at the meeting the council shall not consider any matter not on the agenda given in the notice.

Agenda.

Délai.

Cet avis est d'au moins vingt-quatre heures. »

Such notice shall be of at least twenty-four hours."

Delay.

S.R., c.
193, a.
356, remp.
pour la
ville.

15. L'article 356 de ladite loi est remplacé pour la ville par le suivant :

15. Section 356 of the said act is replaced for the city by the following :

R.S., c.
193, s.
356,
replaced
for city.

Décisions.

« **356.** Sauf s'il en est prescrit autrement par la présente loi, la majorité des membres présents peut décider toutes les affaires et questions soumises au conseil et un membre du conseil ne peut voter au scrutin secret. »

« **356.** Except as otherwise prescribed in this act, the majority of the members present may decide all matters and questions submitted to council; a member of the council shall not give a secret vote."

Decisions
by major-
ity.

Président
du comité
exécutif,
etc.

16. 1. Le maire est le président du comité exécutif; il nomme, à la première assemblée du comité exécutif, l'un des membres président intérimaire; celui-ci doit exercer en son absence ou en cas de vacance dans cette charge tous les devoirs du président.

Quorum.

Le quorum du comité exécutif est de deux et le président a un vote prépondérant en cas d'égalité des voix.

Huis clos.

2. Le comité siège à huis clos sauf s'il estime que, dans l'intérêt de la ville, ses délibérations doivent avoir lieu publiquement.

Secrétaire.

3. Le greffier de la ville et, en son absence, le greffier adjoint, est le secrétaire du comité.

Vacances.

4. Toute vacance dans le comité est remplie par le maire dans les huit jours de cette vacance. Pendant cette vacance, les membres restants, s'ils forment quorum, peuvent agir.

Démis-
sion.

5. La démission d'un membre du comité a effet à compter du jour où elle est remise au greffier.

Fonctions
exécutives.

6. Le comité exerce les fonctions exécutives du gouvernement de la ville, qui sont principalement les suivantes:

a) faire rapport au conseil de toute matière de la juridiction du conseil et que ce dernier lui a soumise, sauf prescription contraire. Si la résolution du conseil a été adoptée par cinq des membres présents du conseil, le comité doit lui faire rapport dans les trente jours de l'adoption de la résolution;

b) faire rapport au conseil de ses décisions et suggestions, au moyen de rapports signés par son président.

Prépara-
tion de
règle-
ments,
etc.

7. Le comité prépare et soumet au conseil:

a) tous les règlements;
b) le budget annuel des revenus et des dépenses au plus tard le 15 novembre de chaque année, y compris les règlements imposant les taxes, licences, permis et autres redevances municipales;

c) toute demande pour l'affectation du produit des emprunts ou pour tout autre crédit requis;

d) toute demande pour virement de fonds d'une fonction à une autre ou d'un crédit déjà voté;

e) tout rapport recommandant l'octroi de franchises et privilèges;

16. (1) The mayor shall be the chairman of the executive committee; at the first meeting of the executive committee, he shall appoint one of the members as temporary chairman, who must, when the mayor is absent or the office is vacant, exercise all the duties of the chairman.

Chairman
of execu-
tive com-
mittee.

Two members shall be a quorum of the executive committee, and the chairman has a casting vote in case of a tie-vote.

Quorum.

(2) The committee shall sit in camera except if it considers that, in the interest of the city, its proceedings must be held in public.

In came-
ra.

(3) The city clerk or, in his absence, the deputy clerk, is the secretary of the committee.

Secretary.

(4) Any vacancy on the committee shall be filled by the mayor within eight days of such vacancy. During such vacancy, the remaining members, if a quorum, may act.

Vacancy.

(5) The resignation of a member of the committee is effective from the day it is remitted to the clerk.

Resigna-
tion.

(6) The committee shall exercise the executive functions of government of the city, which are mainly the following:

Executive
functions.

(a) report to the council on any matter of the jurisdiction of the council and submitted to it by the latter, unless otherwise prescribed. If the resolution of the council has been adopted by five of the members present of the council, the committee must report to it within thirty days of the adoption of the resolution;

(b) inform the council of its decisions and suggestions, by reports signed by its chairman.

(7) The committee shall prepare and submit to the council:

Prepara-
tion of
by-laws,
budget,
etc.

(a) all by-laws;
(b) the annual budget of revenues and expenditures, not later than 15 November each year, including the by-laws imposing taxes, licences, permits and other municipal dues;

(c) any demand for the allocation of the proceeds of loans or for any other appropriation required;

(d) any demand for the transfer of funds from one department to another or of appropriations already voted;

(e) any report recommending the granting of franchises and privileges;

f) tout rapport se rapportant à l'échange ou la location par bail emphytéotique d'un immeuble appartenant à la ville et, en outre, à la location de ses biens meubles ou immeubles, lorsque la durée du bail excède un an;

g) toute autre demande dont l'objet n'est pas déclaré être de la juridiction exclusive du comité;

h) tout plan de classification des fonctions et des traitements s'y rattachant.

Approba-
tion, etc.,
par les
membres
du conseil.

8. Toute demande, règlement ou rapport soumis par le comité doit, sauf prescription contraire, être approuvé, rejeté, amendé ou retourné par la vote de la majorité des membres du conseil présents à la séance; cependant toute demande, règlement ou rapport sur lequel le conseil ne s'est pas prononcé pendant deux séances consécutives est considéré comme approuvé et accepté par le conseil; néanmoins, le comité peut à nouveau soumettre au conseil avec ou sans amendement un rapport déjà rejeté par ce dernier.

Prépara-
tion et
adoption
du bud-
get, etc.

9. Après avoir tenu compte des prévisions de revenus de la ville et après avoir étudié les prévisions des dépenses soumises par les chefs de services ainsi que leurs rapports et suggestions tels que présentés par le gérant, le comité prépare et adopte le budget pour l'exercice financier suivant; il doit aussi préparer et adopter les règlements et les résolutions imposant les taxes, permis et licences pour payer les dépenses, compte tenu de tous les autres revenus de la ville.

Entrée
en vigueur
automa-
tique.

10. Si le conseil n'adopte pas, à son tour, avant le 15 décembre de chaque année, le budget, les règlements et les résolutions qui s'y rapportent, soumis par le comité, deviennent automatiquement en vigueur à compter du 1^{er} janvier, nonobstant toute disposition contraire de la présente loi.

Emploi
des crédits
votés.

11. Sauf prescription contraire, les crédits votés par le conseil, soit par voie de budget, soit à même le produit des emprunts, soit autrement, restent à la disposition du comité qui veille à leur emploi pour les fins auxquelles ils ont été votés, sans autre approbation du conseil.

Fixation
des
salaires.

12. Sauf prescription contraire, le comité fixe les salaires des employés de la ville, à l'exception de ceux qui relèvent exclusivement du conseil. L'augmentation du nom-

(f) any report respecting the exchange or leasing by emphyteutic lease of an immovable belonging to the city and, in addition, the leasing of its moveable or immovable property, where the term of the lease exceeds one year;

(g) any other demand the object of which is not declared to be of the exclusive jurisdiction of the committee;

(h) any job classification plan and the salaries relating thereto.

(8) Any demand, by-law or report submitted by the committee shall, unless otherwise prescribed, be approved, rejected, amended or returned by the vote of the majority of the members of the council present at the sitting; however, any demand, by-law or report on which the council has not decided for two consecutive sittings is considered approved and accepted by the council; nevertheless, the committee may again submit to the council, with or without amendment, a report already rejected by the latter.

Approval
by coun-
cil.

(9) After having taken account of the estimates of revenues of the city and after having studied the estimates of expenditures submitted by the heads of departments and their reports and suggestions as presented by the manager, the committee shall prepare and adopt the budget for the next fiscal year; it must also prepare and adopt the by-laws and resolutions imposing taxes, permits and licences for payment of expenditures, taking into account all the other revenues of the city.

Prepara-
tion and
adoption
of budget,
etc.

(10) If the council does not in turn adopt the budget, before 15 December each year, the by-laws and the resolutions relating thereto, submitted by committee, shall automatically come into force from 1 January, notwithstanding any contrary provision of this act.

Auto-
matic
coming
into force.

(11) Unless otherwise prescribed, the appropriations voted by the council, by way of the budget, out of the proceeds of loans, or otherwise, shall remain at the disposal of the committee which shall see to their employment for the purposes for which they have been voted, without any other approval by the council.

Voted ap-
propria-
tions at
disposal of
com-
mittee.

(12) Unless otherwise prescribed, the committee shall fix the wages of the city employees except those attached exclusively to the council. Any increase in the

Fixing of
wages.

bre des employés de la ville dans tout service doit aussi être autorisée par le comité exécutif, pourvu que celui-ci ait à sa disposition les crédits nécessaires.

number of city employees in any department must also be authorized by the executive committee, provided the committee has the necessary appropriations available.

Octroi de
contrats.

13. Le comité peut consentir, sans l'autorisation du conseil et sans soumission, tout contrat dont le montant n'excède pas cinq mille dollars; il doit soumettre au conseil pour approbation tous les contrats excédant ce montant. Toutefois, il peut, après avoir demandé et reçu des soumissions et sans l'autorisation du conseil, consentir seul tout contrat dont le montant n'excède pas celui mis à sa disposition pour cette fin.

(13) The committee, without the authorization of the council and without tenders, may award any contract not amounting to over five thousand dollars; it must submit to the council for approval all contracts exceeding such amount. However, after calling for and receiving tenders and without the authorization of the council, it may award alone any contract not amounting to more than the amount placed at its disposal for such purpose.

Awarding
of con-
tracts.

Soumis-
sions.

14. Sauf les cas d'urgence, le comité doit demander des soumissions dans tous les cas où la dépense à encourir excède cinq mille dollars, à moins d'en être dispensé par le conseil à la suite d'une recommandation du gérant et d'un rapport du comité exécutif; sauf dans ce cas de dispense, le comité ne peut consentir le contrat sans l'autorisation du conseil. Cependant le conseil peut, par règlement, permettre au comité d'autoriser, sans soumission, des dépenses n'excédant pas dix mille dollars.

(14) Except in case of urgency, the committee must call for tenders in all cases where the expenditure to be incurred exceeds five thousand dollars, unless dispensed therefrom by council following a recommendation of the manager and a report of the executive committee; except in such case of dispensation, the committee shall not award the contract without the authorization of the council. However, the council may, by by-law, allow the committee to authorize, without tenders, expenditures not exceeding ten thousand dollars.

Calling
for
tenders.

Dépenses
urgentes.

15. Dans les cas d'urgence, le comité, à la requête écrite du gérant, a le droit de faire toutes dépenses qu'il juge nécessaire; le comité doit alors faire un rapport motivé au conseil à la première assemblée qui suit.

(15) In case of urgency, the committee, on a written request of the manager, may make any expenditures it deems necessary; the committee shall then make a report stating the reasons therefor to the council at the first meeting thereafter.

Urgent
expendi-
tures.

Signature
des con-
trats.

16. Tous les contrats doivent être signés au nom de la ville par le président du comité et par le greffier. Le président du comité peut cependant autoriser, généralement ou spécialement, par écrit, un autre membre du comité à signer les contrats à sa place.

(16) All contracts must be signed in the name of the city by the chairman of the committee and by the clerk. The chairman of the committee may, however, in writing, generally or specially authorize another member of the committee to sign the contracts in his place.

Signing
of con-
tracts.

Travaux
en régie.

17. Le comité peut, sans le consentement du conseil, faire exécuter des travaux en régie dont le coût n'excède pas dix mille dollars; cependant, le conseil peut autoriser le comité à faire exécuter en régie des travaux déterminés de toute nature et dont le coût excède dix mille dollars.

(17) The committee may, without the consent of the council, cause to be carried out by day labour work the cost of which does not exceed ten thousand dollars; however, the council may authorize the committee to cause to be carried out by day labour specified work of any nature the cost of which exceeds ten thousand dollars.

Work by
day
labour.

Obser-
vance de
la loi, etc.

18. Le comité doit veiller à ce que la loi, les règlements, les résolutions et les contrats de la ville soient fidèlement observés.

(18) The committee shall see that the law, and the by-laws, resolutions and contracts of the city are faithfully observed.

Obser-
vance of
laws, etc.

Plans et devis.	19. Le comité veille à la préparation des plans et devis et à la demande de soumissions.	(19) The committee shall see to the preparation of plans and specifications and to the calling for tenders.	Plans and specifications.
Paiement des sommes dues.	20. Le comité autorise le paiement de toutes les sommes dues par la ville en observant les formalités, restrictions et conditions prescrites par la présente loi.	(20) The committee shall authorize the payment of all sums due by the city, observing the formalities, restrictions and conditions prescribed by this act.	Authorizing payment.
Communications.	21. Toute communication entre le conseil et les services se fait par l'entremise du comité; dans ses rapports avec celui-ci, le conseil doit toujours agir par résolution. Les membres du conseil ne doivent s'adresser qu'au gérant pour tout renseignement concernant les services.	(21) Every communication between the council and the departments shall be through the committee; in its relations with the committee, the council shall always act by resolution. The members of the council shall only address the manager for any information respecting the departments.	Internal communications.
Idem.	22. Toute communication entre le comité et les services se fait par l'entremise du gérant; cependant, le comité a le droit, en tout temps, de faire venir devant lui tout chef de service pour obtenir les renseignements qu'il désire.	(22) Every communication between the committee and the departments shall be through the manager; however, the committee may, at any time, call before it any head of a department to obtain the information it desires.	Idem.
Nomination du greffier, etc.	23. Le greffier, le trésorier et les chefs de services et leurs adjoints, sauf le gérant et son adjoint, sont nommés par le conseil sur rapport du comité. Ce rapport ne peut être amendé par le conseil. Il ne peut être rejeté qu'à la majorité de tous les membres du conseil. Sur rapport du comité exécutif, le conseil peut, par le vote de cinq de ses membres, suspendre ces officiers, diminuer leur traitement ou les destituer.	(23) The clerk, the treasurer and the heads of departments and their assistants, except the manager and his assistant, shall be appointed by the council on report of the committee. Such report shall not be altered by the council. It may be rejected only by the majority of all the members of the council. On report of the executive committee, the council may, by the vote of five of its members, suspend such officers, reduce their salary or dismiss them.	Appointment of clerk, etc.
Appel.	Ces officiers peuvent, dans les huit jours du délai de reconsidération de la décision, interjeter appel d'une telle décision à la Commission municipale du Québec qui décide en dernier ressort après enquête.	Such officers may, within the eight days of the delay for reconsideration of the decision, appeal from such decision to the Québec Municipal Commission which shall decide finally after investigation.	Appeal.
Autres, employés permanents.	Le conseil nomme aussi, sur rapport du comité, les autres officiers ou employés permanents.	The council shall also appoint, upon report of the committee, the other officers or permanent employees.	Other permanent appointments.
Employés temporaires.	Les employés temporaires ou surnuméraires sont nommés par le comité.	Temporary or supernumerary employees shall be appointed by the committee.	Temporary appointments.
Responsabilité des chefs de services.	24. Les chefs de services, sauf prescription contraire de la présente loi, répondent de l'administration de leurs services respectifs en premier lieu au gérant et en dernier ressort au comité. À la demande du comité, ils doivent lui faire parvenir des rapports écrits ainsi que leur avis écrit sur toute question touchant leurs services.	(24) The heads of departments, unless otherwise prescribed in this act, shall answer for the administration of their respective departments, first to the manager and finally to the committee. At the request of the committee, they must send it written reports and their opinion in writing on any question concerning their departments.	Liability of department heads.
S.R., c. 193, a. 385, mod. pour la ville.	17. L'article 385 de la Loi des cités et villes est modifié pour la ville par le rem-	17. Section 385 of the Cities and Towns Act is amended for the city by	R.S., c. 193, s. 385, am. for city.

placement du deuxième alinéa par le suivant :

Suspension de permis non conforme à un règlement de zonage.

« Le comité exécutif a le droit de suspendre la délivrance de tout permis non conforme à un projet d'amendement à des règlements ou à un projet de règlement de zonage ou de construction, même si l'avis de motion n'a pas été déposé au conseil et ce, pour la période comprise entre la date de la résolution du comité exécutif suspendant la délivrance du permis et la date de la décision du conseil sur ce nouveau règlement, cette période ne devant en aucun cas excéder cent vingt jours. »

Office du personnel.

18. Un organisme, désigné sous le nom de « Office du personnel » et composé du gérant, du directeur du personnel de la ville et du chef du service intéressé dans le cas soumis, a pour fonction de recommander au comité exécutif l'engagement, la promotion, la permutation, la diminution de grade, la suspension et la destitution des employés de la ville, y compris les estimateurs, à l'exception toutefois du gérant, des chefs de service et de leurs adjoints.

S.R., c. 193, s. 426, mod. pour la ville.

19. L'article 426 de la Loi des cités et villes est modifié pour la ville :

a) par l'insertion, après le paragraphe 1^{er} d, du suivant :

Permis pour déménagement d'immeubles.

« 1^{re} Pour obliger toute personne, société ou corporation voulant faire le déménagement d'un immeuble par une rue située dans les limites de son territoire à obtenir un permis préalable et à soumettre l'octroi de celui-ci au dépôt de toute somme estimée juste et équitable pour faire face aux dommages à être possiblement subis aux rues et aux objets de la ville. La ville peut retenir à même ce dépôt le montant des dommages ainsi subis et ne remettre que le résidu au déposant, s'il y a lieu, ou exiger un supplément selon le cas; »;

b) par le remplacement du paragraphe 17^o par le suivant :

Billet d'assignation.

« 17^o La ville peut faire des règlements pour décréter que, dans le cas de contravention aux règlements relatifs à la circulation et à la sécurité publique, tout agent de police ou constable ou, dans le cas de contravention aux règlements relatifs au

replacing the second paragraph by the following :

“The executive committee may suspend the issue of any permit not in accordance with a draft amendment to a zoning or building by-law or a draft zoning or building by-law, even if the notice of motion has not been tabled before the council, for the period comprised between the date of the resolution of the executive committee suspending the issue of the permit and the date of the decision of the council on such new by-law; such period must never exceed one hundred and twenty days.”

Suspension of permit discordant with zoning by-law.

18. A body called the “Personnel Bureau”, composed of the manager, the personnel director of the city and the head of the department concerned in the case submitted, has the duty of recommending to the executive committee the hiring, promotion, transfer, demotion, suspension or dismissal of the employees of the city, including the assessors, but excepting the manager, the heads of departments and their assistants.

Personnel Bureau.

19. Section 426 of the Cities and Towns Act is amended for the city :

R.S., c. 193, s. 426, am. for city.

(a) by inserting after paragraph 1d the following :

“(1e) To compel every person, partnership or corporation wishing to move an immovable through a street situated within the limits of its territory to obtain a prior permit and to make the granting of the permit subject to the deposit of any sum deemed fair and equitable to meet the damage which might be sustained by the streets and objects of the city. The city may retain out of such deposit the amount of the damage so sustained and remit only the balance to the depositor, if need be, or require a supplement as the case may be;”;

Permit to move building through street.

(b) by replacing paragraph 17 by the following :

“(17) The city may make by-laws to enact that in cases of violation of the by-laws relating to traffic and public safety, any police officer or constable or, in cases of violation of the by-laws respecting parking, every person whose services are re-

Traffic ticket.

stationnement, toute personne dont les services sont retenus par la ville à cette fin peut remplir, sur les lieux mêmes de l'infraction, un billet d'assignation qui en indique la nature, remettre au conducteur du véhicule ou déposer dans un endroit apparent de ce véhicule une copie de ce billet et en apporter l'original au département de police de la corporation.

Plainte
et som-
mation.

Les dispositions du premier alinéa n'empêchent pas la personne autorisée, si elle le juge à propos, de porter une plainte et de faire émettre une sommation suivant la loi, sans délivrer ce billet d'assignation.

Paiement
libéra-
toire.

Sous réserve des dispositions de l'article 69 du Code de la route (chap. 231), toute personne à qui un avis ou billet de contravention, un billet d'assignation ou une sommation a été envoyée ou signifiée pour une infraction relative à la circulation, peut se libérer de toute peine se rapportant à cette infraction en payant à titre d'amendes et de frais à l'endroit et dans le délai prescrit par le comité exécutif, la somme fixée par le conseil et indiquée sur le document qui lui est remis. Ce paiement n'est toutefois libératoire que pour une première infraction dans une période de douze mois, sauf dans les cas relatifs au stationnement.

Présomp-
tion de
culpabi-
lité.

Après ce paiement, le contrevenant doit être considéré comme ayant été trouvé coupable de l'infraction.

Avis de
poursuite
pour non
paiement.

Si la somme indiquée sur un billet de contravention n'est pas payée dans le délai stipulé, la ville peut envoyer par la poste à l'adresse donnée par le contrevenant lors de la commission de l'infraction, ou à l'adresse donnée par lui au Bureau des véhicules automobiles, un avis préliminaire de poursuite, qui lui permet de se libérer par le paiement, dans le délai imparti, du montant de l'amende et d'une somme pour les frais de deux dollars ou d'un autre montant que le conseil peut déterminer.

Bref de
somma-
tion.

Pour l'émission d'un bref de sommation pour une contravention à la circulation, le dépôt d'une plainte n'est pas requis et le bref peut être émis sur information transmise de la manière déterminée par l'avocat en chef et approuvée par le comité exécutif.

Compa-
ration.

Si le contrevenant qui a reçu un billet d'assignation ou une sommation ne se prévaut pas des dispositions de paiement libé-

tained by the city for such purpose may fill out, on the very spot of such infraction, a notice of summons stating the nature of the infraction, and deliver to the driver of the vehicle or deposit in a conspicuous place on the said vehicle a copy of such notice and bring the original thereof to the police department of the corporation.

The provisions of the first paragraph shall not prevent the authorized person, if he deems it expedient, from lodging a complaint or causing the issue of a summons according to law without filling out such notice of summons.

Com-
plaint or
summons.

Subject to the provisions of section 69 of the Highway Code (Chap. 231), every person to whom an infraction ticket, a notice of summons or a summons has been sent or served for a traffic violation may be released from any penalty relating to such violation by payment as fine and costs at the place and within the delay prescribed by the executive committee, the amount fixed by the council and indicated on the document remitted to him. Such payment shall discharge the offender in full only in the case of a first violation within a period of twelve months, except in cases relating to parking.

Release
through
payment.

Following payment, the offender shall be considered to have been found guilty of the violation.

Presumed
guilty.

If the amount indicated on the infraction ticket is not paid within the prescribed delay, the city may send by mail to the address given by the offender when the violation was committed, or to the address given by him to the Motor Vehicle Bureau, a preliminary notice of proceedings which shall enable him to free himself through payment, within the prescribed delay, of the amount of the fine and a sum of two dollars or of such other amount as the council may determine for costs.

Notice of
proceed-
ings on
non-pay-
ment.

With respect to the issue of a writ of summons for a traffic violation, the filing of a complaint is not required and the writ may be issued on information supplied in the manner determined by the chief attorney and approved by the executive committee.

Writ of
summons.

If the offender who has received a notice of summons or a summons does not avail himself of the provisions governing full

Appear-
ance.

ratoire, les procédures sont continuées et il doit comparaître à la cour, à la date indiquée. S'il ne le fait pas, il peut être condamné par le juge ou par le greffier pour l'infraction décrite au billet d'assignation ou à la sommation, sans qu'il soit nécessaire de faire preuve de l'infraction, de la signature de l'agent ou de sa nomination.

Raisons ne pouvant être invoquées. Le contrevenant poursuivi par voie de sommation ne peut, en aucun cas, invoquer qu'il n'a pas reçu un billet de contravention ou un avis préliminaire de poursuite. »

S.R., c. 193, a. 429, mod. pour la ville. Entrées charretières. **20.** L'article 429 de ladite loi est modifié pour la ville par l'insertion, après le paragraphe 1°, du suivant :

« 1°a Concernant l'ouverture des entrées charretières, en prescrire le nombre et la largeur et en prohiber l'ouverture sur certains boulevards ou places publiques; ».

S.R., c. 193, a. 668, mod. pour la ville. Signification par la poste. **21.** L'article 668 de ladite loi est modifié pour la ville par l'addition de l'alinéa suivant :

« La signification d'une sommation pour une contravention à un règlement relatif à la circulation et au stationnement est légalement faite en l'adressant par la poste à l'adresse donnée au Bureau des véhicules automobiles par le propriétaire du véhicule avec lequel la contravention a été commise. »

S.R., c. 193, a. 689, remp. pour la ville. **22.** L'article 689 de ladite loi est remplacé pour la ville par les suivants :

Lieu d'emprisonnement. « **689.** Tout mandat d'emprisonnement émis par la cour municipale, après condamnation, peut être exécuté dans tout district judiciaire de la province par le shérif, par un huissier du district dans lequel se trouve la personne qui doit être arrêtée ou par un constable ou agent de la paix.

Prison commune. « **689a.** Tout emprisonnement imposé par la cour municipale ou un juge municipal en vertu de la présente loi, d'une autre loi ou d'un règlement, a lieu dans la prison commune du district où le mandat d'emprisonnement est exécuté. »

S.R., c. 193, a. 474, mod. pour la ville. **23.** L'article 474 de ladite loi est modifié, pour la ville, par le remplacement du paragraphe 4° par le suivant :

payment, proceedings shall be continued and he shall appear in court on the date mentioned. If he does not appear, the judge or the clerk may condemn him for the violation described in the summons or in the notice of summons and it shall not be necessary to prove the violation or the officer's signature or his appointment.

The offender being prosecuted by way of summons cannot in any case allege that he did not receive an infraction ticket or a preliminary notice of proceedings." Non-reception not a defence.

R.S., c. 193, s. 429, am. for city. **20.** Section 429 of the said act is amended for the city by inserting after paragraph 1 the following :

“(1a) Respecting the opening of carriage entrances, to prescribe the number and width thereof and prohibit such openings on certain boulevards or public squares;”.

R.S., c. 193, s. 668, am. for city. **21.** Section 668 of the said act is amended for the city by adding the following paragraph :

“The service of a summons for violation of a traffic and parking by-law shall be legally made by mailing it to the address given to the Motor Vehicle Bureau by the owner of the vehicle with which the violation has been committed.” Service of traffic summons by mail.

R.S., c. 193, s. 689, replaced for city. **22.** Section 689 of the said act is replaced for the city by the following :

“**689.** Every warrant for imprisonment issued by the municipal court, after conviction, may be executed in any judicial district of the province by the sheriff, by a bailiff of the district in which the person to be arrested is found or by a constable or peace officer. Place of imprisonment.

Common gaol. “**689a.** Every imprisonment imposed by the municipal court or a municipal judge under this act, another act or a by-law, shall be in the common gaol of the district where the warrant for imprisonment is executed.”

R.S., c. 193, s. 474, am. for city. **23.** Section 474 of the said act is amended for the city by replacing paragraph 4 by the following :

Chemin
et ponts.

« 4° La ville peut faire des règlements pour aider à la construction, aux réparations, à l'entretien de tout chemin conduisant à la ville, et des ponts sous la direction du gouvernement fédéral ou provincial ou de la corporation d'une autre municipalité; ».

"(4) The city may make by-laws to aid in the construction, repair and maintenance of any road leading to the city, and of bridges under the direction of the federal or provincial government or of the corporation of another municipality;".

Roads and
bridges.

Vente
pour
taxes.

24. La vente des immeubles grevés de taxes a lieu conformément à la présente loi et les dispositions de la Loi des cités et villes et de la Loi de l'instruction publique (Statuts refondus, 1964, chapitre 235) ne s'appliquent que pour les cas non prévus par la présente loi.

24. Immoveables encumbered with taxes shall be sold in accordance with this act; the Cities and Towns Act and the Education Act (Revised Statutes, 1964, chapter 235) shall apply only for cases not provided for by this act.

Sold for
taxes.

Lieu et
date.

25. Le greffier doit vendre ou faire vendre, chaque année, au bureau du conseil ou à tout autre endroit fixé par le conseil, le deuxième jeudi de juin, à dix heures du matin, les immeubles endettés pour taxes ou redevances municipales ou scolaires et exigibles depuis une année au moins.

25. The clerk shall sell or cause to be sold, each year, at the council office or any other place fixed by the council, on the second Thursday in June, at ten o'clock in the morning, the immoveables on which the debt for municipal or school taxes or dues has been payable for at least one year.

Place and
time.

Liste des
immeu-
bles pour
lesquels
des taxes
sont dues.

26. Durant le mois de février de chaque année, le trésorier, le secrétaire-trésorier de la commission scolaire de Outaouais-Hull et le secrétaire-trésorier des syndicats des écoles dissidentes doivent préparer une liste et un tableau indiquant :

26. During the month of February each year, the treasurer, the secretary-treasurer of the Outaouais-Hull school board and the secretary-treasurer of the trustees of the dissentient schools must prepare a list and table indicating :

List of
immove-
ables for
which
taxes
due.

a) la désignation, telle que décrite au rôle d'évaluation, ou autre description sommaire de tous les immeubles situés dans la municipalité, en raison desquels il est dû des taxes ou autres redevances municipales ou scolaires, échues et exigibles depuis au moins un an, avec les noms des propriétaires tels qu'indiqués au rôle d'évaluation; si le terrain appartient à un propriétaire, et si les bâtiments et autres améliorations appartiennent à un autre propriétaire, l'avis devra mentionner les noms de ces deux propriétaires, et la vente de ces immeubles se fera sur ces deux propriétaires;

(a) the designation, as described in the valuation roll, or other summary description of all the immoveables situated in the municipality, on which taxes or other municipal or school dues, have been due and exigible for at least one year, with the names of the owners indicated on the valuation roll; if the lot belongs to one owner, and the buildings and other improvements belong to another, the notice must mention the names of such two owners, and the sale of such immoveables shall be made against both proprietors;

b) en regard de la description de ces immeubles, le montant des redevances dues et échues dont ils sont grevés.

(b) opposite the description of such immoveables, the amount of the rates due and exigible affecting them.

Remise
au greffier.

Ces listes doivent être remises au greffier au plus tard le 1^{er} mars de chaque année.

Such lists must be remitted to the clerk not later than 1 March each year.

Remitted
to clerk.

Avis de
vente.

27. Cette liste est accompagnée d'un avis public qui est affiché aux portes de l'Hôtel de ville durant le mois d'avril

27. Such list is accompanied with a public notice which shall be posted up at the doors of the city hall during the month

Notice of
sale.

annonçant que ces immeubles doivent être vendus à l'enchère publique, au lieu où le conseil tient ses séances, ou à tout autre endroit fixé par le conseil, le deuxième jeudi de juin suivant, à dix heures du matin, à défaut de paiement des taxes et des redevances municipales et scolaires auxquelles ils sont affectés et des frais encourus.

Immeubles
dis-
traits de
la vente.

28. Le conseil, la commission scolaire de Outaouais-Hull ou les syndicats des écoles dissidentes peuvent respectivement, par résolution, en tout temps avant la vente, empêcher la vente de ceux de ces immeubles qu'ils jugent à propos, dans l'intérêt de la ville, de distraire de cette vente.

Avis de
l'heure et
du lieu de
la vente.

29. Le greffier, entre le 1^{er} et le 15 avril de chaque année, doit donner un avis public en la manière ordinaire, du jour, de l'heure et du lieu où doit se faire la vente.

Liste des
immeu-
bles.

Cet avis, ainsi que les copies de ceux qui seront affichés, doit être accompagné d'une copie de la liste des immeubles à être ainsi vendus, ainsi que le montant des taxes et redevances municipales et scolaires, suivant le cas, et des frais dus sur chaque immeuble respectivement.

Publi-
cation.

Le greffier fait publier les avis et les listes deux fois dans la *Gazette officielle du Québec* dans le mois de mai précédant la vente, en distinguant toutefois les sommes dues pour redevances municipales des sommes dues pour redevances scolaires et des frais respectivement.

Avis spé-
cial au
proprié-
taire ou
à l'occu-
pant.

30. Le greffier est tenu, tant pour la ville que pour la commission scolaire de Outaouais-Hull et pour les syndicats des écoles dissidentes, de donner, durant le cours du mois de mars, un avis spécial à chaque personne dont la propriété doit être vendue et dont le nom apparaît au rôle d'évaluation alors en vigueur, par lettre recommandée mise au bureau de poste à l'adresse de cette personne. Si le nom du propriétaire ou de l'occupant de cet immeuble n'apparaît pas au bureau d'enregistrement, l'avis donné à celui dont le nom apparaît au rôle d'évaluation suffit.

Domicile
du pro-
priétaire,
etc.

31. Si le débiteur ou le propriétaire dont le nom apparaît au rôle d'évaluation

of April announcing that such immoveables shall be sold at public auction, at the place where the council holds its sittings, or any other place fixed by the council, on the second Thursday of June following, at ten o'clock in the morning, in default of the payment of the municipal and school taxes and dues affecting them and the costs incurred.

28. The council, the Outaouais-Hull school board or the trustees of the dissentient schools may respectively, by resolution, at any time before the sale, prevent the sale of any of such immoveables as it may deem advisable, in the interest of the city, to withdraw from such sale.

With-
drawal
from sale.

29. Between 1 and 15 April each year the clerk shall give public notice in the usual manner, of the day, time and place where the sale is to be made.

Public
notice of
time and
place.

The notice, and the copies to be posted up, must be accompanied with a copy of the list of the immoveables to be so sold, and the amount of municipal and school taxes and dues, as the case may be, and the costs payable for each immovable.

Copy of
list.

The clerk shall publish the notices and lists twice in the *Gazette officielle du Québec* in the month of May preceding the sale, though specifying what amounts are payable for municipal dues and those for school dues and the costs, respectively.

Publi-
cation.

30. The clerk, both for the city and for the school board of Outaouais-Hull and the dissentient school trustees, shall give, during the month of March, a special notice to every person whose property is to be sold and whose name is listed on the valuation roll then in force, by registered letter mailed to the address of that person. If the name of the proprietor or occupant of that immovable is not listed in the registry office, the notice sent to the person whose name is listed on the valuation roll shall be sufficient.

Special
notice to
owner or
occupant.

31. If the debtor or proprietor whose name is listed on the valuation roll has no

Domicile
of owner,
etc.

n'a pas de domicile connu au Québec, alors et dans ce cas, la formalité de l'avis n'est pas nécessaire. Si le nom du débiteur ou du propriétaire en tel cas n'apparaît pas au bureau d'enregistrement, aucun avis n'est nécessaire.

known domicile in the Province, the formality of the notice is not necessary, though only in that specific case. If the name of the debtor or proprietor in such case is not listed in the registry office, no notice is necessary.

Signification de l'avis.

32. Si l'entrée du numéro cadastral ou d'enregistrement n'indique pas le propriétaire et que le titre de la propriété ne paraisse pas suffisamment clair pour faire connaître ce propriétaire, la signification de l'avis au propriétaire en dernier lieu cotisé, s'il réside dans la ville, est bonne et valable et, s'il est absent, aucun avis n'est requis. Si l'immeuble cotisé est inscrit au rôle de cotisation comme faisant partie d'une succession ou comme appartenant à des copropriétaires, l'avis signifié à un des héritiers ou représentants de la succession ou à un des copropriétaires suffit.

32. If the entry of the cadastral or registration number does not specify the name of the proprietor and the title to the property does not seem sufficiently clear to indicate that proprietor, the service of the notice on the proprietor who has been the last to be assessed therefor, if he resides in the city, shall be good and valid and, if he is absent, no notice is required. If the immovable assessed is entered on the assessment roll as a part of an estate or as owned by joint owners, the notice served on any of the heirs or representatives of the estate or on any of the joint owners shall be sufficient.

Service where owner unclear, etc.

Personne réputée absente.

Une personne qui n'a ni domicile ni place d'affaires dans la ville est réputée absente au sens de la présente loi.

Every person who has neither his domicile or place of business in the city is deemed to be absent within the meaning of this act.

Presumed absent.

Vente aux enchères.

33. Au temps indiqué pour la vente, le greffier ou quelque autre personne agissant en son nom vend séparément au plus haut et dernier enchérisseur les immeubles décrits dans la liste sur lesquels des taxes ou redevances municipales ou scolaires sont encore dues, après avoir fait connaître le montant qui doit être prélevé sur chacun d'eux, y compris les frais encourus pour cette vente.

33. At the time indicated for the sale, the clerk or any other person acting on his behalf shall sell separately and to the highest and last bidder the immovables described in the list on which municipal or school taxes or dues are still payable, after having made known the amount to be levied on each of such immovables, including the costs incurred for the sale.

Auction.

Frais.

Les frais d'annonce et de publication sont répartis également sur chaque immeuble annoncé ou vendu.

The costs of advertising and publication shall be apportioned equally on each immovable advertised or sold.

Costs.

Plus haut enchérisseur.

34. Quiconque offre alors de payer le prix le plus élevé et est le dernier enchérisseur devient l'acquéreur de l'immeuble mis à l'enchère; cet immeuble lui est immédiatement adjugé par le greffier ou toute autre personne qui fait la vente.

34. Whoever then offers to pay the highest price and is the last bidder shall become the acquirer of the immovable put up for auction; the immovable shall be immediately adjudged to him by the clerk or any other person making the sale.

Highest bidder.

Paiement immédiat.

L'acquéreur est tenu de payer immédiatement après l'adjudication le montant du prix d'achat.

The acquirer is bound to pay, immediately after adjudication, the purchase price.

Immediate payment.

Remise en vente à défaut de paiement.

À défaut de paiement immédiat, le greffier ou la personne faisant la vente remet immédiatement l'immeuble à l'enchère ou ajourne la vente à huit jours, en donnant avis de cet ajournement à toutes

In default of immediate payment, the clerk or the person making the sale shall immediately put the immovable up for auction again or adjourn the sale for eight days and give notice of the adjournment

New auction failing immediate payment.

les personnes présentes, à haute et intelligible voix.

to every person present in a loud and clear voice.

Propriété
à l'adju-
dicataire.

35. Sur paiement par l'adjudicataire du montant de son acquisition, il est saisi de la propriété de l'immeuble à lui adjugé et il a le droit d'en prendre possession, sous réserve du retrait qui peut en être fait dans les deux ans qui suivent le jour de l'adjudication.

35. The purchasing party, upon payment for his acquisition, shall be vested with the property of the immovable adjudged to him and has the right to take possession thereof, subject to the right of redemption that may be exercised within two years from the day of adjudication.

Change-
ment
interdit.

Durant ce temps, il ne peut faire aucun changement de nature à détériorer la propriété vendue.

During that time he shall make no alteration that might deteriorate the property sold.

Bref de
possession.

36. Si le propriétaire ou l'occupant de la propriété vendue pour défaut du paiement de taxes refuse d'en livrer la possession à l'acquéreur, ce dernier a le droit d'obtenir un bref de possession de la Cour supérieure ou d'un juge en chambre, en suivant les mêmes formalités que pour un bref de possession ordinaire. La demande doit en être faite au greffier avant la présentation de la requête à la cour ou au juge et le greffier donne un certificat en conséquence.

36. If the proprietor or occupant of the property sold for default of payment of taxes refuses to give possession thereof to the acquirer, the latter is entitled to obtain a writ of possession from the Superior Court or any judge in chambers, following the same formalities as for an ordinary writ of possession. The application must be made to the clerk before the motion is presented to the court or judge and the clerk shall deliver a certificate therefor.

Pouvoir
du shérif.

Le bref de possession est adressé au shérif qui agit comme dans les cas ordinaires.

The writ of possession shall be addressed to the sheriff who shall proceed in the ordinary manner.

Retrait.

37. Le propriétaire des immeubles vendus ou toute personne peut les retirer, mais seulement au nom et pour le bénéfice de la personne qui en était propriétaire lors de la vente, laquelle reprend ses droits.

37. The proprietor of the immovables sold or any person may redeem them, but only in the name and for the benefit of the person who was the owner thereof at the time of the sale, who shall be reinstated in his rights.

Délai
et forma-
lités.

Le retrait peut être exercé dans les deux ans à compter du jour de la vente, en versant entre les mains du greffier le montant payable par l'adjudicataire, avec l'intérêt à dix pour cent par an, ou partie d'année, une fraction d'année étant calculée proportionnellement au temps écoulé depuis la date de l'adjudication sur le prix d'adjudication, et en payant à l'adjudicataire le coût des dépenses nécessaires faites pour conserver l'immeuble.

The redemption may be effected within two years from the date of the sale, by paying into the hands of the clerk the amount payable by the purchasing party, with interest at ten per cent per year or part of a year, such fraction being calculated proportionately to the time elapsed since the date of the adjudication on the purchase price, and by paying to the purchasing party the cost of the amount necessarily expended to preserve the immovable.

Dépôt
du surplus
de la
vente.

38. Si, après la vente d'un immeuble, il reste de l'argent sur le prix d'adjudication, les taxes et redevances municipales et scolaires étant payées, ainsi que les frais, le surplus est déposé par le greffier dans la caisse de la ville pour être ultérieurement

38. If, after the sale of an immovable, any money remains from the purchase price after municipal and school taxes and dues have been paid, as well as the costs, the surplus is deposited by the clerk in the city treasury to be handed over later to

Owner-
ship to
purchaser.

Restriction.

Writ of
possession.

Proceeding by
sheriff.

Right of
redemption.

Delay
and formalities.

Deposit
of
surplus.

remis au propriétaire de l'immeuble vendu, sur sa demande, mais sans intérêt.

Remise
au pro-
priétaire.

Le surplus d'argent, s'il en reste, n'est remis au propriétaire de l'immeuble vendu qu'après l'expiration de quinze jours à compter du jour de la vente, si cet argent n'a pas été arrêté par voie de saisie ou autrement entre les mains de la ville.

Propriété
irrévocable
après
deux ans.

39. Si, dans les deux ans à compter de l'adjudication, l'immeuble adjugé n'est pas retraits, l'acheteur en demeure propriétaire irrévocable; et sur le paiement de toutes taxes municipales et scolaires dues et payables dans l'intervalle sur cette propriété, cet acheteur, à l'expiration de deux ans, a droit à un acte de vente de cet immeuble de la part de la ville.

Acte de
vente.

40. L'acte de vente est exécuté au nom de la ville; il est signé par le maire et le greffier.

Frais.

Le coût de l'acte et celui de son enregistrement sont payés par l'acheteur au greffier, avant l'exécution de cet acte que le greffier est tenu de faire enregistrer.

Effet de
la vente.

41. Cette vente a le même effet qu'une vente faite par autorité de justice.

Idem.

Elle transfère à l'adjudicataire tous les droits du propriétaire primitif et purge l'immeuble de tout privilège et hypothèque dont il peut être grevé, excepté le droit aux taxes spéciales non échues imposées sur l'immeuble, le droit aux rentes foncières constituées, les droits seigneuriaux et rentes qui leur sont substituées, les taxes ou cotisations scolaires, et aussi le droit des syndics pour le montant de toute cotisation imposée sur cet immeuble pour défrayer les dépenses de constructions ou de réparations d'église, sacristie, presbytère ou cimetière. Mais les arrérages de rentes et les taxes et cotisations échues avant la vente sont purgés par la vente, à moins qu'il ne soit produit au bureau du conseil, au moins huit jours avant la vente, un état certifié de ces arrérages, taxes ou cotisations.

Effet de
l'enregist-
rement.

L'enregistrement de l'acte de vente opère la radiation de l'enregistrement des privilèges et des hypothèques enregistrés sur l'immeuble, et qui sont éteints par la vente.

the owner of the immoveable sold, upon his request, but without interest.

The surplus, if any, shall not be handed over to the owner of the immoveable sold before fifteen days after the day of the sale, provided that amount has not been stopped by means of seizure or otherwise while in the hands of the city.

Handing
over to
owner.

39. If, within two years after the adjudication, the immoveable adjudicated is not redeemed, the purchaser shall remain the irrevocable owner thereof; and, upon payment of all the municipal and school taxes due and payable in the meantime on that property, the purchaser, on the expiry of two years, is entitled to a deed of sale of that immoveable, from the city.

Irrevoca-
ble owner-
ship after
two years.

40. The deed of sale shall be executed in the name of the city and signed by the mayor and the clerk.

Deed of
sale.

The cost of the deed and of registration thereof shall be paid by the purchaser to the clerk before the execution of the deed, which the clerk is bound to have registered.

Costs.

41. Such sale shall have the same effect as a judicial sale.

Effect of
sale.

It shall transfer to the purchaser all the rights of the original owner and free the immoveable from every privilege and hypothec that might encumber it, except the claim for special taxes not yet due imposed on the immoveable, the claim for constituted ground rents, seigniorial rights and rents substituted therefor, school taxes or assessments, and the sums due trustees for any assessment imposed on that immoveable to pay for the expenses of construction or repairs to churches, vestries, rectories or cemeteries. But arrears of rent as well as taxes and assessments due before the sale are extinguished by the sale, unless a certified statement of these arrears, taxes or assessments is produced at the council office at least eight days before the sale.

Idem.

The registration of the deed of sale shall entail the striking out of the registration of the privileges and hypothecs registered against the immoveable which are extinguished by the sale.

Effect of
registra-
tion.

Acquisition par la ville, etc.

42. La ville, la commission scolaire de Outaouais-Hull et les syndicats des écoles dissidentes peuvent enchérir sur ces immeubles et en devenir les acquéreurs, par l'entremise du maire ou d'une autre personne munie d'une autorisation du conseil, de la commission scolaire ou des syndicats, sans être tenus de payer immédiatement le montant de l'adjudication.

Personnes ne pouvant mettre d'enchère.

Aucun membre du conseil, aucun employé de la ville, de la commission scolaire ou des syndicats, soit directement, soit indirectement, ne peut mettre d'enchère sur ces immeubles, ni en devenir l'adjudicataire; au cas contraire, l'enchère ou l'adjudication est nulle et l'employé perd le montant qu'il a payé.

Prescription.

43. L'action pour faire annuler une vente d'immeuble faite en vertu des dispositions de la présente loi ou le droit d'en invoquer l'illégalité se prescrit par douze mois à compter de la date de l'adjudication.

Immeuble ne pouvant être vendu.

44. Si un immeuble décrit dans la liste publiée en vertu des dispositions de la présente loi est annoncé pour être vendu par le shérif, le greffier ne peut vendre ce terrain.

Pouvoir des commissaires d'écoles, etc., de percevoir les taxes.

45. Les pouvoirs conférés au maire ou au greffier et les devoirs qui leur incombent en vertu de la présente loi pour la perception des taxes municipales leur sont accordés, conférés et imposés, en ce qui concerne la perception des taxes scolaires et autres attributions, sous réserve des droits conférés par toute autre loi aux commissaires d'écoles ou aux syndicats des écoles dissidentes de percevoir, par d'autres moyens, les taxes soumises à leur contrôle.

Dispositions applicables aux ventes pour taxes scolaires.

46. Les dispositions relatives à la vente des immeubles pour taxes et redevances municipales et au rachat de ces immeubles s'appliquent aux ventes faites pour toutes taxes et autres redevances scolaires et au rachat de ces immeubles.

Crédit pour dépenses imprévues.

47. Le conseil doit prévoir, dans le budget qu'il adopte à chaque année, un crédit d'au plus quatre pour cent sur le revenu brut de l'année précédente pour faire face aux dépenses imprévues.

42. The city, the Outaouais-Hull school board and the dissentient school trustees may bid on the immoveables and become the acquirers thereof, through the mayor or any other person having an authorization of the council, the school board or the trustees, without having to pay immediately the amount of the adjudication.

City may bid and acquire.

No member of the council or employee of the city, the school board or the trustees may bid directly or indirectly on such immoveables or become the purchaser thereof; in every case to the contrary the bid and adjudication shall be void and the employee shall forfeit the amount he has paid.

Persons forbidden to bid.

43. The action to vacate a sale of an immovable made under the provisions of this act, or the right to set up the illegality thereof is prescribed by twelve months from the date of the adjudication.

Prescription.

44. If an immovable described in the list published under this act is advertised to be sold by the sheriff, the clerk shall not sell that lot.

Sale by clerk prohibited.

45. The powers granted the mayor or the clerk and the duties which fall to them under this act for the collection of municipal taxes, are granted, given or devolved on them, as regards the collection of school taxes and other powers, subject to the rights granted by any other act to the school commissioners or dissentient school trustees to collect, by other means, the taxes under their control.

School commissioners, etc., have prior collection powers.

46. The provisions respecting the sale of immoveables for municipal taxes and dues and for the redemption of those immoveables apply to the sale made for all school taxes and other dues and for the redemption of those immoveables.

Provisions applicable to sale for school taxes.

47. The council shall provide, in the budget it adopts each year, for an appropriation of not less than four per cent on the gross revenue of the previous year to meet unforeseen expenses.

Appropriation for unforeseen expenses.

Limite
des dé-
penses.

48. Le comité exécutif ne peut pas dépenser au-delà du montant total du budget annuel adopté par le conseil, sauf s'il est modifié par ce dernier; mais il peut, en tout temps, modifier l'emploi des sommes allouées à l'intérieur de chaque fonction et établir une politique à cet effet.

48. The executive committee shall not spend more than the total amount of the annual budget adopted by council, unless it is altered by the latter; but it may at any time change the use of the sums apportioned within each department and establish a policy for that purpose.

Limita-
tion of
expenses.

Certificat
du trésorier.

49. Nulle résolution du comité exécutif autorisant la dépense de quelques sommes d'argent ne peut être adoptée ou n'a d'effet tant qu'un certificat du trésorier n'a pas été produit établissant qu'il y a des fonds disponibles et à la disposition de la ville pour l'activité et les fins pour lesquelles cette dépense est proposée, conformément aux dispositions de la présente loi.

49. No resolution of the executive committee to authorize the spending of any sum of money may be adopted or shall be effective as long as a certificate of the treasurer has not been given to state that there are unallotted funds at the disposal of the city for the activity and purposes for which the expenditure is intended, in conformity with this act.

Certificate
of treas-
urer.

Approba-
tion de
contrats.

Aucun contrat ni arrangement quelconque ne lie la ville à moins qu'il n'ait été approuvé par le comité exécutif et par le conseil municipal ou par l'un ou l'autre, suivant le cas.

No contract or agreement shall be binding on the city unless it has been approved by the executive committee and the municipal council or by one or the other as the case may be.

Approval
of con-
tracts.

Respon-
sabilité de
la ville.

La ville n'est pas responsable du prix ou de la valeur de travaux faits, matériaux fournis, marchandises ou effets vendus de quelque sorte que ce soit, ni d'honoraires pour services professionnels, salaires, gages ou autre rémunération, sans l'autorisation spéciale du comité exécutif, ni à moins, dans chaque cas, qu'un certificat du trésorier ne soit produit, établissant qu'il y a des fonds disponibles et affectés aux fins spéciales pour lesquelles le paiement est demandé; et aucun droit d'action n'existe contre la ville, à moins que les formalités ci-dessus n'aient été strictement observées, bien que la ville puisse avoir bénéficié de tel contrat, arrangement, travaux faits, matériaux fournis et autres services rendus.

The city shall not be bound to pay the price or value of work performed, material supplied, or merchandise or goods sold, or fees for professional services, salaries, wages or any other remuneration, without a special authorization of the executive committee and unless, in each case, a certificate of the treasurer is given to certify that there are funds available and appropriated for the special purposes for which payment is demanded; and no legal recourse shall lie against the city, unless the above formalities have been strictly complied with, although the city might have benefited by such contract, agreement, work performed, material supplied or any other service rendered.

Liability
of city.

Déché-
ance du
droit de
siéger.

50. Tout membre du conseil et du comité exécutif qui approuve la dépense d'une somme d'argent au-delà des montants ainsi affectés et des sommes à la disposition du comité exécutif ou de tout comité, en vertu des articles précédents, est par le fait même déchu de son droit de siéger comme membre du conseil et ne peut être réélu à la charge de maire ou d'échevin, pendant une période de deux ans, à partir de ce moment.

50. Every member of the council and of the executive committee who authorizes the spending of a sum of money greater than the amounts affected therefor and the sums at the disposal of the executive or any other committee, under the preceding sections, shall lose *ipso facto* his right to sit as a member of the council and may not be re-elected to the office of mayor or alderman for a period of two years from that time.

Dismissal
and dis-
qualifica-
tion.

Avis
spécial.

51. Tout avis spécial qui doit être donné en vertu de la présente loi à quelque

51. Every special notice to be given under this act to any person may be served

Special
notice.

personne peut être signifié à sa résidence ou à sa place d'affaires dans la ville; si la personne n'a ni résidence ni place d'affaires dans la ville, l'avis peut lui être signifié par la poste, par lettre enregistrée adressée à l'endroit qu'elle habite; les personnes qui n'ont pas leur résidence ou place d'affaires dans la ville et qui n'ont pas transmis leur adresse au greffier n'ont pas droit à cet avis.

at his residence or place of business in the city; if that person has neither residence nor place of business in the city, the notice may be served on him by mail, by registered letter addressed to the place where he lives; a person having neither residence nor place of business in the city who has not given his address to the clerk is not entitled to such notice.

Pouvoirs du greffier, etc., de la cour municipale.

52. Le greffier et l'assistant-greffier de la cour municipale ont les mêmes pouvoirs qu'un juge de paix et peuvent procéder à l'assermentation et recevoir des plaidoyers de non culpabilité.

52. The clerk and the assistant clerk of the municipal court have the same powers as a justice of the peace and may take oaths and hear pleas of not guilty. Powers of clerk, etc., of munic. court.

Ajourne-ment.

53. En l'absence du juge municipal, le greffier peut ajourner la cour à tout jour juridique ultérieur.

53. In the absence of the municipal judge, the clerk may adjourn the court to any later juridical day. Adjournment.

Plusieurs infractions à la même disposition.

54. Le conseil, dans les cas de plusieurs infractions à une même disposition d'un des règlements mentionnés au deuxième alinéa, commises par une même personne dans une période de douze mois, peut imposer une amende n'excédant pas les limites ci-après indiquées:

54. The council, in the case of several infringements of the same provision of one of the by-laws mentioned in the second paragraph, committed by the same person within a period of twelve months, may impose a fine not exceeding the following limits: Several infractions of same provision.

a) pour une deuxième infraction, au moins cent dollars et au plus cinq cents dollars;

(a) for a second offence, not less than one hundred dollars nor more than five hundred dollars;

b) pour toute infraction subséquente, au moins cinq cents dollars et au plus mille dollars.

(b) for every subsequent offence, not less than five hundred dollars nor more than one thousand dollars.

Règle-ments visés.

Les règlements visés sont ceux qui se rapportent au zonage, à la construction, aux permis de construction et au logement.

The by-laws concerned are those respecting zoning, construction, building permits and housing. By-laws concerned.

Acquisi-tions pour centre de con-grès.

55. 1. La ville est autorisée à acquérir, construire ou aider à construire des immeubles dans son territoire pour l'établissement et l'exploitation d'un centre de congrès; à ces fins, elle peut, sans autre approbation que celles de la Commission municipale du Québec et du ministre des affaires municipales, contracter des emprunts jusqu'à concurrence d'un million et demi de dollars.

55. (1) The city is authorized to acquire, construct or assist in the construction of immovables in its territory for the establishment and operation of a convention centre; for such purposes, it may, without other approval than that of the Québec Municipal Commission and that of the Minister of Municipal Affairs, contract loans up to one and one-half million dollars. Authorizations for convention centre.

Entente.

2. Avec l'approbation de la Commission municipale du Québec, la ville peut conclure une entente avec toute personne pour l'acquisition ou la location d'une superficie approximative de quatre acres de terrain consistant en des jardins intérieurs, des

(2) With the approval of the Québec Municipal Commission, the city may make an agreement with any person for the acquisition or lease of an area of approximately four acres of land consisting of inner gardens, outer gardens and public Agreement.

jardins extérieurs ainsi que des places publiques dans Place du Centre.

Termes
de
l'entente.

Les termes de l'entente ne doivent pas constituer des engagements plus onéreux que ceux décrits dans la résolution 73-325 adoptée par le conseil de la ville le 10 juillet 1973, telle que modifiée par la résolution 74-77 adoptée par le conseil le 22 février 1974.

The terms of the agreement must not constitute undertakings more onerous than those described in resolution 73-325 adopted by council of the city on 10 July 1973, as amended by resolution 74-77 adopted by council on 22 February 1974.

Terms of
agree-
ment.

Pouvoirs
de la
ville.

3. Avec l'approbation de la Commission municipale du Québec et nonobstant toute disposition contraire ou incompatible d'une loi générale ou spéciale, la ville a les pouvoirs suivants:

(3) With the approval of the Québec Municipal Commission and notwithstanding any inconsistent or contrary provision of a general law or special act, the city has the following powers:

Powers of
the
city.

a) concéder à toute personne, le droit d'ériger des passerelles de passage au-dessus des voies publiques dans la ville et signer toute convention de servitude ou autre nécessaire ou utile à cette fin;

(a) to grant any person the right to erect footbridges over public streets in the city and sign any agreement of servitude or other agreement necessary or useful for such purpose;

b) sujet à ce que cinquante pour cent de la phase ultime du Complexe de la Place du Centre ait été complété, contribuer, jusqu'à concurrence de quarante-cinq mille dollars par année, à compter de la première année suivant l'ouverture de Place du Centre (sujet à ajustement suivant l'indice général des prix à la consommation de Statistique Canada), au coût d'entretien des aménagements paysagers, parcs et places publiques de la Place du Centre.

(b) subject to the completion of fifty per cent of the final phase of the *Place du Centre* complex, contribute up to forty-five thousand dollars annually from the first year following the opening of *Place du Centre* (subject to readjustment according to the Consumer Price Index of Statistics Canada), towards the maintenance costs of landscaping, parks and public squares at *Place du Centre*.

Règle-
ment,
etc.,
déclaré
valide.

4. Afin d'assurer la réalisation et la subsistance des constructions de la Place du Centre de Hull:

(4) To ensure the achievement and maintenance of the construction of *Place du Centre* at Hull:

By-laws
declared
valid.

a) le règlement no 1386 de la ville, les résolutions d'autorisation CE542-75 et C153-75 de la Communauté régionale de l'Outaouais ainsi que les permis de construction émis pour la construction du Complexe de la Place du Centre sont déclarés valides;

(a) by-law No. 1386 of the city, authorization resolutions CE542-75 and C153-75 of the Outaouais Regional Community and the building permits issued for the construction of the *Place du Centre* complex are declared valid;

b) la résolution no 75-375 de la ville en date du 6 octobre 1975, confirmant l'accord de la ville à une lettre d'intention du 7 août 1975, est déclarée valide et la ville est autorisée à donner suite à ses engagements conformément à cette résolution.

(b) resolution No. 75-375 of the city dated 6 October 1975 certifying the agreement of the city to a letter of intention dated 7 August 1975 is declared valid and the city is authorized to pursue its commitments in accordance with such resolution.

Droits
sur un
lot.

5. a) Personne autre que Sa Majesté du Chef du Canada ne peut prétendre à quel que droit que ce soit à l'égard du lot 487 du quartier no 4 du cadastre de la ville de Hull, toutes charges, servitudes, droits de passage et autres étant annulés.

(5) (a) No person other than Her Majesty in right of Canada shall claim any right whatsoever in respect of lot 487 of ward No. 4 of the cadastre of the city of Hull, every charge, servitude, right of way or other right being cancelled.

Rights on
certain
lot.

Déclaration de propriété.

b) Sa Majesté du Chef du Québec est déclarée propriétaire incommutable des lots 488 à 492 du quartier no 4 du cadastre de la ville de Hull, toutes charges, servitudes, droits de passage et autres étant annulés et, de ce fait, elle est habile à vendre ou céder ces terrains en donnant les garanties habituelles.

Présomption de propriété.

Advenant toute vente, cession, transfert ou location de ces lots et nonobstant les dispositions du paragraphe e de l'article 1 et de l'article 20 du chapitre 50 des lois de 1971, telles qu'elles pourront être modifiées de temps à autre, et aussi longtemps que subsistera le complexe de la Place du Centre, le gouvernement du Québec est réputé, pour les seules fins d'évaluation foncière, propriétaire et occupant du lot 488 de ce cadastre ainsi que des autres voies de circulation automobile reliées à ce lot à l'intérieur de la Place du Centre, de même qu'il est réputé, pour les mêmes fins, propriétaire et occupant du centre de congrès éventuel et des passerelles n'étant utilisées qu'à telle fin, devant relier la Place du Centre aux édifices environnants et ce, depuis le 1^{er} octobre 1975.

Idem.

Dans les mêmes conditions, pour les seules fins d'évaluation foncière, et aussi longtemps que subsistera le complexe de la Place du Centre, la ville sera réputée propriétaire et occupant des jardins intérieurs et extérieurs ainsi que des places publiques reconnus comme tels par la ville, à l'intérieur de la Place du Centre.

Déclaration de propriété.

c) La ville est déclarée propriétaire incommutable des lots 493 et 494 du quartier no 4 du cadastre de la ville de Hull, toutes charges, servitudes ou droits de passage et autres étant annulés et, de ce fait, elle est habile à vendre ou céder ces lots en donnant les garanties habituelles.

Interprétation.

Toute référence au cadastre de la « ville » de Hull a le même effet que si l'expression « cité » de Hull était utilisée.

Entrée en vigueur du par. 5.

6. Le paragraphe 5 entre en vigueur à compter de l'approbation par le ministère des terres et forêts des plan et livre de renvoi des lots 487 à 494 du cadastre de la ville de Hull tels que décrits à l'annexe 2, suite à la signature des accords à intervenir au sujet de ces terrains entre les gouvernements intéressés.

(b) Her Majesty in right of Québec is declared absolute owner of lots 488 to 492 of ward No. 4 of the cadastre of the city of Hull, every charge, servitude, right of way or other right being cancelled, and is thereby qualified to sell or assign such pieces of land, giving the ordinary warranty.

Déclaration de propriété.

In the event of any sale, assignment, transfer or lease of such lots and notwithstanding paragraph e of section 1 and section 20 of chapter 50 of the statutes of 1971, as amended from time to time, and for as long as the *Place du Centre* complex remains in existence, the Government of Québec is deemed, for the sole purposes of real estate assessment, owner and occupant of lot 488 of such cadastre and of the roadways relating to such lot within the perimeter of *Place du Centre*, as it is deemed, for the same purposes, owner and occupant of the eventual convention centre and the footbridges, used solely for such purpose, connecting *Place du Centre* with the surrounding buildings, as of 1 October 1975.

Présomption de propriété.

On the same conditions, for the sole purpose of real estate assessment and for as long as the *Place du Centre* complex remains in existence, the city is deemed to be owner and occupant of the inner and outer gardens and of the public squares recognized as such by the city, within the perimeter of *Place du Centre*.

Idem.

(c) The city is declared absolute owner of lots 493 and 494 of ward No. 4 of the cadastre of the city of Hull, every charge, servitude or right of way being cancelled and the city is thereby qualified to sell or assign such lots, giving the ordinary warranty.

Déclaration de propriété.

Any reference to the cadastre of the «ville de Hull» has the same effect as if the expression «cité de Hull» was used.

Interprétation.

(6) Paragraph 5 comes into force from approval by the Minister of Lands and Forests of the plan and book of reference respecting lots 487 to 494 of the cadastre of the city of Hull as described in Schedule 2, following the signature of agreements to be reached regarding such land by the interested governments.

Coming into force of par. 5.

Nom.	7. Le développement urbain effectué à Hull sur les lots 487 à 492 du cadastre de la ville de Hull est connu sous le nom de Place du Centre.	(7) The urban development carried out at Hull on lots 487 to 492 of the cadastre of the city of Hull is known as "Place du Centre".	Name.
Fonds de réserve.	56. Le conseil peut, à même les revenus prévus au budget, créer un fonds de réserve jusqu'à concurrence de \$500,000 pour fins d'auto-assurance pour la municipalité, les montants annuels à être prélevés ne devant pas dépasser la somme de \$200,000.	56. The council may establish, out of the revenues provided for in the budget, a reserve fund of not more than \$500,000 for the purposes of self-insurance for the municipality, the annual amounts to be taken therefrom not to exceed \$200,000.	Reserve fund.
Date d'élection pour régime de retraite.	57. En ce qui a trait au régime de retraite des membres du conseil en fonction lors de l'entrée en vigueur de la présente loi, l'élection du 2 février 1975 est considérée comme ayant été tenue le 1 ^{er} dimanche de novembre 1974.	57. Regarding the pension plan of members of the council in office at the coming into force of this act, the election held on 2 February 1975 is considered to have been held on the first Sunday of November 1974.	Election date for pension plan.
Effet des aa. 5 et 6.	58. Les articles 5 et 6 ont effet depuis le 2 février 1975.	58. Sections 5 and 6 have effect from 2 February 1975.	Effective date of ss. 5, 6.
Prévisions budgétaires.	59. Nonobstant l'article 479 de la Loi des cités et villes, la ville peut, pour l'année financière 1976, prévoir dans son budget des revenus inférieurs aux dépenses qui y figurent pour un montant n'excédant pas \$800,000.	59. Notwithstanding section 479 of the Cities and Towns Act, the city may, for the 1976 fiscal year, provide in its budget for revenues that are less than the expenditures shown therein by an amount not exceeding \$800,000.	Limitation of budget deficit.
Emprunts.	À la fin de l'année financière 1976, dès que le vérificateur a fait rapport au conseil conformément à la loi et que le montant réel du déficit visé à l'alinéa précédent est connu, le conseil doit, par règlement ne requérant que l'approbation de la Commission municipale du Québec et du ministre des affaires municipales, emprunter pour une période n'excédant pas vingt ans les sommes requises pour combler ledit déficit.	At the end of the 1976 fiscal year, from the time the auditor has made his report to the council in accordance with the law and the amount of the actual deficit mentioned in the preceding paragraph is known, the council must, by by-law requiring no other approval than that of the Québec Municipal Commission and of the Minister of Municipal Affairs, borrow for a period not exceeding twenty years the sums required to make up the said deficit.	Loans.
Emprunts temporaires.	Le conseil est autorisé à emprunter temporairement de temps à autre, sur simple résolution approuvée par la Commission municipale du Québec, jusqu'à concurrence du montant de \$800,000 en attendant l'émission des obligations à être effectuée en vertu du règlement d'emprunt à long terme visé au deuxième alinéa.	The council is authorized to borrow temporarily, from time to time, by mere resolution approved by the Québec Municipal Commission, up to an amount of \$800,000 while awaiting the issue of bonds to be made by virtue of the long term loan by-law referred to in the second paragraph.	Temporary loans.
1893, c. 52 et modifications, ab.	60. Le chapitre 52 des lois de 1893 et ses modifications sont abrogés. Cependant, ces abrogations ne portent atteinte à aucun droit acquis, aucune obligation existante, aucune procédure en cours, aucune peine encourue, ni aucun acte accompli, décidé,	60. Chapter 52 of the statutes of 1893 and its amendments are repealed. But such repeals shall not affect any right acquired, any obligation existing, any proceeding pending, any penalty incurred or any thing done, decided, ordered or concluded or	1893, c. 52, and amendments, repealed.

ordonné ou conclu ou qui doit être fait en vertu de ces lois et de leurs modifications; notamment, mais sans restreindre la portée de ce qui précède, elles ne portent pas atteinte aux règlements ou résolutions adoptés, aux décisions prises, aux ordres donnés, aux contrats conclus, aux franchises ou privilèges accordés ou à toutes autres choses faites sous l'empire de ces lois et de leurs modifications; ni aux rôles d'évaluation, de perception des taxes ou de répartition, ni aux droits et devoirs des officiers, fonctionnaires et employés de la ville, lesquels continuent d'exercer leurs fonctions tant qu'il n'en est pas décidé autrement en vertu de la présente loi; ni aux billets, obligations ou autres valeurs ou titres émis par la ville, ni aux fonds d'amortissement constitués ou à constituer. Ces droits, obligations, procédures, peines, actes et choses continuent d'être régis par les dispositions de ces lois et de leurs modifications jusqu'à ce qu'ils soient modifiés, remplacés ou révoqués sous l'empire de la présente loi.

which must be done under such acts and their amendments; in particular, but without restricting the scope of the foregoing, such repeals shall not affect by-laws or resolutions adopted, decisions taken, orders given, contracts made, franchises or privileges granted or any other things done under such acts and their amendments; nor shall they affect the assessment rolls, tax collection rolls or apportionment rolls, or the rights and duties of the officers, functionaries and employees of the city, who shall continue to exercise their function until it is otherwise decided under this act; nor shall they affect notes, bonds or other securities or evidences of indebtedness issued by the city; nor shall they affect existing or future sinking funds. Those rights, obligations, proceedings, penalties, acts and things shall continue to be governed by the provisions of such acts and their amendments until they are amended, replaced or repealed under this act.

Entrée en
vigueur.

61. La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.

61. This act shall come into force on the day of its sanction. Coming
into force.

ANNEXE 1

Partant du point d'intersection de la ligne ouest du lot 14-1 du cadastre de la cité de Hull (quartier no 1) avec la rive nord de la rivière des Outaouais; de là, successivement, les lignes suivantes: la ligne ouest des lots 14-1 et 13-1 dudit cadastre, la dernière ligne étant prolongée jusqu'au côté nord-ouest du chemin d'Aylmer (route no 8); le côté nord-ouest dudit chemin en allant vers le sud-ouest jusqu'à un point situé à une distance de trois cent quatre-vingt-seize pieds et sept dixièmes (396.7 pi) au sud-ouest du côté ouest du chemin de la Montagne (Brickyard), distance mesurée le long du côté nord-ouest dudit chemin d'Aylmer; une ligne dans le lot 9a du rang III du cadastre du canton de Hull perpendiculaire au côté nord-ouest du chemin d'Aylmer et d'une longueur de six cent cinquante-neuf pieds et sept dixièmes (659.7 pi); en référence au cadastre du canton de Hull, une autre ligne dans

SCHEDULE 1

Starting at the point of intersection of the west line of lot 14-1 of the cadastre of the city of Hull (ward No. 1) with the north bank of the Outaouais river; thence, successively, the following lines: the west line of lots 14-1 and 13-1 of the said cadastre, the latter line being extended to the northwest side of the Aylmer road (highway No. 8); the northwest side of the said road southwesterly to a point situated three hundred and ninety-six feet and seven-tenths (396.7 ft) southwest of the west side of de la Montagne (Brickyard) road, such distance measured along the northwest side of the said Aylmer road; a line in lot 9a of range III of the cadastre of the township of Hull, perpendicular to the northwest side of the Aylmer road and six hundred and fifty-nine and seven-tenths feet (659.7 ft) long; with reference to the cadastre of the township of Hull, another line in lot 9a northerly and six hun-

le lot 9a allant vers le nord et d'une longueur de six cent dix-sept pieds et neuf dixièmes (617.9 pi), soit jusqu'à sa rencontre avec une ligne parallèle au côté ouest du chemin de la Montagne (Brickyard) dont l'extrémité nord de cette dernière ligne se situe sur la ligne sud du lot 9a-8 du rang III et à cinq cent vingt-cinq pieds et six dixièmes (525.6 pi) du côté ouest du chemin de la Montagne (Brickyard); ladite ligne parallèle sur une distance de mille cent soixante-quatorze pieds et deux dixièmes (1,174.2 pi); partie de la ligne sud du lot 9a-8 et la ligne sud des lots 9a-9, 9a-25, 9a-16, 9a-17, 10-7, 10-8, 10-9, 10-12, 10-54 et 10-53 du rang III; une ligne limitant à l'ouest les lots 10-53, 10-52, 10-91, 10-51, 10-50, 10-90, 10-49, 10-48, 10-47, 10-84 et 10-18 du rang III; une ligne à travers un chemin public séparant les rangs III et IV et joignant l'extrémité nord-ouest du lot 10-18 du rang III à l'extrémité sud-ouest du lot 10c du rang IV; la ligne ouest des lots 10c et 10b du rang IV; la ligne nord des lots 10b et 9b-3 du rang IV; la ligne ouest du lot 9b-1 du rang IV et son prolongement jusqu'au côté nord-est du chemin de la Montagne; le côté nord-est du chemin de la Montagne et le côté nord-ouest du boulevard Gamelin allant vers le sud-est et le nord-est jusqu'au côté ouest du boulevard de la Cité des Jeunes; les côtés ouest et sud-ouest dudit boulevard jusqu'à la ligne sud du lot 9c du rang VI; la ligne sud des lots 9c et 10c du rang VI; la ligne ouest du lot 10c du rang VI et partie de la ligne ouest du lot 10b du rang VI jusqu'au côté sud-ouest du boulevard de la Cité des Jeunes (ancien chemin de la Mine); le côté sud-ouest dudit boulevard en allant vers le nord-ouest jusqu'à la ligne séparative des rangs VI et VII; ladite ligne séparative de rangs en allant vers l'est jusqu'au coin nord-ouest du lot 10b du rang VI; la ligne ouest du lot 10b du rang VII en allant vers le nord à travers le chemin Freeman jusqu'au côté nord dudit chemin; le côté nord du susdit chemin en allant vers l'est jusqu'à la ligne séparative des rangs VI et VII; ladite ligne séparative de rangs en allant vers l'est et son prolongement jusqu'à la ligne médiane de la rivière Gatineau; la ligne médiane de ladite rivière en

dred and seventeen and nine-tenths feet (617.9 ft) long, that is, to its intersection with a line parallel to the west side of de la Montagne (Brickyard) road, the north extremity of the latter line being on the south line of lot 9a-8 of range III and five hundred and twenty-five and six-tenths feet (525.6 ft) from the west side of de la Montagne (Brickyard) road; the said parallel line for a distance of one thousand one hundred and seventy-four and two-tenths feet (1,174.2 ft); part of the south line of lot 9a-8 and the south line of lots 9a-9, 9a-25, 9a-16, 9a-17, 10-7, 10-8, 10-9, 10-12, 10-54 and 10-53 of range III; a line limiting on the west lots 10-53, 10-52, 10-91, 10-51, 10-50, 10-90, 10-49, 10-48, 10-47, 10-84 and 10-18 of range III; a line across a public road between ranges III and IV and joining the northwest extremity of lot 10-18 in range III to the southwest end of lot 10c of range IV; the west line of lots 10c and 10b of range IV; the north line of lots 10b and 9b-3 of range IV; the west line of lot 9b-1 of range IV and its extension to the northeast side of de la Montagne road; the northeast side of de la Montagne road and the northwest side of Gamelin boulevard southeasterly and northeasterly to the west side of boulevard de la Cité des jeunes; the west and southwest side of the said boulevard to the south line of lot 9c of range VI; the south line of lots 9c and 10c of range VI; the west line of lot 10c of range VI and part of the west line of lot 10b of range VI to the southwest side of boulevard de la Cité des jeunes (former Mine road); the southwest side of the said boulevard northwesterly to the dividing line between ranges VI and VII; the said dividing line between ranges easterly to the northwest corner of lot 10b of range VI; the west line of lot 10b of range VII northerly across Freeman road to the north side of the said road; the north side of the said road easterly to the dividing line between ranges VI and VII; the said dividing line between ranges easterly and its extension to the centre line of the Gatineau river; the centre line of the said river downstream skirting on the right the islands closest to the left bank and on the left the islands closest to the right bank and its extension to the Québec/Ontario border line in the Outaouais river; the said

descendant son cours et en contournant par la droite les îles les plus rapprochées de la rive gauche et par la gauche les îles les plus rapprochées de la rive droite et son prolongement jusqu'à la ligne frontière Québec/Ontario dans la rivière des Outaouais; ladite ligne frontière en allant dans des directions sud et sud-est jusqu'au prolongement de la ligne ouest du lot 14-1 du cadastre de la cité de Hull (quartier no 1); enfin, ledit prolongement jusqu'au point de départ.

border line southerly and southeasterly to the extension of the west line of lot 14-1 of the cadastre of the city of Hull (ward No. 1); finally, the said extension to the starting point.

ANNEXE 2

Description cadastrale des lots 487, 488, 489, 490, 491, 492, 493 et 494 du quartier no 4 du cadastre de la ville de Hull.

Lot 487: De figure irrégulière, borné au nord-ouest par la rue Principale (sans désignation cadastrale), à l'est par le lot 488, au sud, sud-est, sud-ouest, sud-est, sud-ouest, sud-est et sud-ouest par le lot 440 partie; mesurant deux cent soixante-dix-neuf pieds et quarante-quatre centièmes (279.44 pi, soit, 85.17 m) et deux cent trente pieds et cinquante centièmes (230.50 pi, soit, 70.26 m) dans ses lignes nord-ouest, deux pieds et soixante-quatre centièmes (2.64 pi, soit, 0.80 m), cent quatre-vingt-treize pieds et vingt-trois centièmes (193.23 pi, soit, 58.90 m) et cent quatre-vingt pieds et trois cent quarante-cinq millièmes (180.345 pi, soit, 54.97 m) dans ses lignes est, cinquante-sept pieds et quatre-vingt-onze centièmes (57.91 pi, soit, 17.65 m) dans sa ligne sud, cent quarante-huit pieds et quarante-six centièmes (148.46 pi, soit, 45.25 m) dans sa ligne sud-est, trente pieds et quinze centièmes (30.15 pi, soit, 9.19 m) dans sa ligne sud-ouest, vingt-neuf pieds et quatre-vingt-huit centièmes (29.88 pi, soit, 9.11 m) dans sa ligne sud-est, quarante-deux pieds et vingt et un centièmes (42.21 pi, soit, 12.87 m) dans sa ligne sud-ouest, treize pieds et cinquante-sept centièmes (13.57 pi, soit, 4.14 m) dans sa ligne sud-est, cent vingt pieds et huit cent quatre-vingt-quatre millièmes (120.884 pi, soit, 36.85 m) dans sa ligne sud-ouest; contenant en superficie soixante-dix-sept mille cent cinquante-neuf pieds carrés

SCHEDULE 2

Cadastral description of lots 487, 488, 489, 490, 491, 492, 493 and 494 of ward No. 4 of the cadastre of the city of Hull.

Lot 487: Of irregular shape, limited on the northwest by Principale street (no cadastral designation), on the east by lot 488, on the south, southeast, southwest, southeast, southwest, southeast and southwest by lot 440, part; measuring two hundred and seventy-nine feet and forty-four hundredths (279.44 ft or 85.17 m) and two hundred and thirty feet and fifty hundredths (230.50 ft or 70.26 m) in the northwest lines, two feet and sixty-four hundredths (2.64 ft or 0.80 m), one hundred and ninety-three feet and twenty-three hundredths (193.23 ft or 58.90 m) and one hundred and eighty feet and three hundred and forty-five thousandths (180.345 ft or 54.97 m) in the east lines, fifty-seven feet and ninety-one hundredths (57.91 ft or 17.65 m) in the south line, one hundred and forty-eight feet and forty-six hundredths (148.46 ft or 45.25 m) in the southeast line, thirty feet and fifteen hundredths (30.15 ft or 9.19 m) in the southwest line, twenty-nine feet and eighty-eight hundredths (29.88 ft or 9.11 m) in the southeast line, forty-two feet and twenty-one hundredths (42.21 ft or 12.87 m) in the southwest line, thirteen feet and fifty-seven hundredths (13.57 ft or 4.14 m) in the southeast line, one hundred and twenty feet and eight hundred and eighty-four thousandths (120.884 ft or 36.85 m) in the southwest line; containing seventy-seven thousand one hundred and fifty-nine square feet in area (77 159 sq. ft or 7 168.31

(77 159 pi², soit, 7 168.31 m²). Mesure anglaise. sq. m). English measure.

Lot 488: De figure irrégulière, borné au nord par la rue Hôtel-de-Ville (sans désignation cadastrale), à l'est par le lot 489, au sud par la rue Maisonneuve (sans désignation cadastrale) et le lot 440 ptie, à l'ouest par le lot 487, au nord-ouest par la rue Principale (sans désignation cadastrale); mesurant cinquante et un pieds et soixante-dix-sept centièmes (51.77 pi, soit, 15.78 m) et trente-six pieds et trois cent trente-deux millièmes (36.332 pi, soit, 11.07 m) dans ses lignes nord, cent quatre-vingt-dix-neuf pieds et soixante-quatre centièmes (199.64 pi, soit, 60.85 m) et cent quatre-vingt-seize pieds et sept cent soixante-quatre millièmes (196.764 pi, soit, 59.97 m) dans ses lignes est, cent un pieds et huit cent quatre-vingt-onze millièmes (101.891 pi, soit, 31.06 m) dans sa ligne sud, cent quatre-vingt pieds et trois cent quarante-cinq millièmes (180.345 pi, soit, 54.97 m), cent quatre-vingt-treize pieds et vingt-trois centièmes (193.23 pi, soit, 58.90 m) et deux pieds et soixante-quatre centièmes (2.64 pi, soit, 0.80 m) dans ses lignes ouest, vingt et un pieds et quatre centièmes (21.04 pi, soit, 6.41 m) dans sa ligne nord-ouest; contenant en superficie quarante mille deux cent cinquante et un pieds carrés (40 251 pi², soit, 3 739.44 m²). Mesure anglaise.

Lot 489: De figure irrégulière, borné au nord par la rue Hôtel-de-Ville (sans désignation cadastrale), à l'est par le lot 491, au sud par le lot 490, à l'est par les lots 490 et 493, au sud par les rues Verchères et Maisonneuve (sans désignation cadastrale), à l'ouest par le lot 488; mesurant treize pieds et neuf cent quatre-vingt-dix millièmes (13.990 pi, soit, 4.26 m), cent quatre-vingt-dix-huit pieds et sept centièmes (198.07 pi, soit, 60.37 m), cinquante pieds (50.00 pi, soit, 15.24 m) et cent quatre-vingt-seize pieds et sept cent quatre-vingt-cinq millièmes (196.785 pi, soit, 59.98 m) dans ses lignes nord, deux cent cinquante-six pieds et huit cent cinquante-six millièmes (256.856 pi, soit, 78.29 m) dans sa ligne est, trois cent cinquante pieds et soixante-quinze centièmes (350.75 pi, soit, 106.91 m) dans sa ligne sud, cent trente-neuf pieds et six cent quatre-vingt-

Lot 488: Of irregular shape, limited on the north by Hôtel-de-Ville street (no cadastral designation), on the east by lot 489, on the south by Maisonneuve street (no cadastral designation) and lot 440, part, on the west by lot 487, on the northwest by Principale street (no cadastral designation); measuring one hundred and fifty-one feet and seventy-seven hundredths (51.77 ft or 15.78 m) and thirty-six feet and three hundred and thirty-two thousandths (36.332 ft or 11.07 m) in the north lines, one hundred and ninety-nine feet and sixty-four hundredths (199.64 ft or 60.85 m) and one hundred and ninety-six feet and seven hundred and sixty-four thousandths (196.764 ft or 59.97 m) in the east lines, one hundred and one feet and eight hundred and ninety-one thousandths (101.891 ft or 31.06 m), in the south line, one hundred and eighty feet and three hundred and forty-three thousandths (180.345 ft or 54.97 m), one hundred and ninety-three feet and twenty-three hundredths (193.23 or 58.90 m) and two feet and sixty-four hundredths (2.64 ft or 0.80 m) in the west lines, twenty-one feet and four hundredths (21.04 ft or 6.41 m) in the northwest line; containing forty thousand two hundred and fifty-one square feet in area (40 251 sq. ft or 3 739.44 sq. m). English measure.

Lot 489: Of irregular shape, limited on the north by Hôtel-de-Ville street (no cadastral designation), on the east by lot 491, on the south by lot 490, on the east by lots 490 and 493, on the south by Verchères and Maisonneuve streets (no cadastral designation), on the west by lot 488; measuring thirteen feet and nine hundred and ninety thousandths (13.990 ft or 4.26 m), one hundred and ninety-eight feet and seven hundredths (198.07 ft or 60.37 m), fifty feet (50.00 ft or 15.24 m) and one hundred and ninety-six feet and seven hundred and eighty-five thousandths (196.785 ft or 59.98 m) in the north lines, two hundred and fifty-six feet and eight hundred and fifty-six thousandths (256.856 ft or 78.29 m) in the east line, three hundred and fifty feet and seventy-five hundredths (350.75 ft or 106.91 m) in the south line, one hundred and thirty-

cinq millièmes (139.685 pi, soit, 45.58 m) dans sa ligne est, cent deux pieds et trois cent soixante-seize millièmes (102.376 pi, soit, 31.20 m) dans sa ligne sud, cent quatre-vingt-seize pieds et sept cent soixante-quatre millièmes (196.764 pi, soit, 59.97 m) et cent quatre-vingt-dix-neuf pieds et soixante-quatre centièmes (199.64 pi, soit, 60.85 m) dans ses lignes ouest; contenant en superficie cent trente et un mille deux cent quatre-vingt pieds carrés (131 280 pi², soit, 12 196.31 m²). Mesure anglaise.

Lot 490: De figure irrégulière, borné à l'ouest et au nord par le lot 489, à l'est et au nord par le lot 491, au sud-est par le lot 278 ptie, au sud par la rue Notre-Dame (sans désignation cadastrale), le lot 494, la rue Champlain (sans désignation cadastrale) et le lot 493; mesurant cent trente pieds et huit cent cinquante-sept millièmes (130.857 pi, soit, 39.89 m) dans sa ligne ouest, trois cent cinquante pieds et soixante-quinze centièmes (350.75 pi, soit, 106.91 m) dans sa ligne nord, vingt-sept pieds (27.0 pi, soit, 8.23 m) dans sa ligne est, cent trente pieds et cinq cent quatorze millièmes (130.514 pi, soit, 39.78 m) dans sa ligne nord, vingt-trois pieds et cinq cent treize millièmes (23.513 pi, soit, 7.17 m), quarante-sept pieds et quatre-vingt-onze centièmes (47.91 pi, soit, 14.60 m), sept pieds et soixante-cinq centièmes (7.65 pi, soit, 2.33 m) et soixante pieds et soixante-cinq centièmes (60.65 pi, soit, 18.49 m) en suivant une ligne courbe d'un rayon de cinquante pieds (50.0 pi, soit, 15.24 m) dans ses lignes sud-est, quatre cent un pieds et cinq cent cinq millièmes (401.505 pi, soit, 122.38 m) dans sa ligne sud; contenant en superficie cinquante-six mille huit cent soixante et onze pieds carrés (56 871 pi², soit, 5 283.49 m²). Mesure anglaise.

Lot 491: De figure irrégulière, borné au nord par la rue Hôtel-de-Ville (sans désignation cadastrale), au nord-est, est et sud-est par le lot 278 ptie, au sud par le lot 490, à l'ouest par les lots 490 et 489; mesurant un pied et cent cinquante-cinq millièmes (1.155 pi, soit, 0.35 m), cinquan-

nine feet and six hundred and eighty-five thousandths (139.685 ft or 45.58 m) in the east line, one hundred and two feet and three hundred and seventy-six thousandths (102.376 ft or 31.20 m) in the south line, one hundred and ninety-six feet and seven hundred and sixty-four thousandths (196.764 ft or 59.97 m) and one hundred and ninety-nine feet and sixty-four hundredths (199.64 ft or 60.85 m) in the west lines; containing one hundred and thirty-one thousand two hundred and eighty square feet in area (131 280 sq. ft or 12 196.31 sq. m). English measure.

Lot 490: Of irregular shape, limited on the west and on the north by lot 489, on the east and on the north by lot 491, on the southeast by lot 278, part, on the south by Notre-Dame street (no cadastral designation), lot 494, Champlain street (no cadastral designation) and lot 493; measuring one hundred and thirty feet and eight hundred and fifty-seven thousandths (130.857 ft or 39.89 m) in the west line, three hundred and fifty feet and seventy-five hundredths (350.75 ft or 106.91 m) in the north line, twenty-seven feet (27.0 ft or 8.23 m) in the east line, one hundred and thirty feet and five hundred and fourteen thousandths (130.514 ft or 39.78 m) in the north line, twenty-three feet and five hundred and thirteen thousandths (23.513 ft or 7.17 m), forty-seven feet and ninety-one hundredths (47.91 ft or 14.60 m), seven feet and sixty-five hundredths (7.65 ft or 2.33 m) and sixty feet and sixty-five hundredths (60.65 ft or 18.49 m) following a curved line having a radius of fifty feet (50.0 ft or 15.24 m) in the southeast lines, four hundred and one feet and five hundred and five thousandths (401.505 ft or 122.38 m) in the south line; containing fifty-six thousand eight hundred and seventy-one square feet in area (56 871 sq. ft or 5 283.49 sq. m). English measure.

Lot 491: Of irregular shape, limited on the north by Hôtel-de-Ville street (no cadastral designation), on the northeast, east and southeast by lot 278, part, on the south by lot 490, on the west by lots 490 and 489; measuring one foot and one hundred and fifty-five thousandths (1.155

te pieds et trente-sept centièmes (50.37 pi, soit, 15.35 m) et cent trois pieds et dix-sept centièmes (103.17 pi, soit, 31.45 m) dans ses lignes nord, quatre-vingt-dix pieds et soixante-trois centièmes (90.63 pi, soit, 27.62 m) en suivant une ligne courbe d'un rayon de cinquante pieds (50.0 pi, soit, 15.24 m) dans sa ligne nord-est, seize pieds et quatre-vingt-neuf centièmes (16.89 pi, soit, 5.15 m) et quarante-huit pieds et vingt-neuf centièmes (48.29 pi, soit, 14.72 m) dans ses lignes est, quarante-huit pieds et un centième (48.01 pi, soit, 14.63 m), quarante-sept pieds et quatre-vingt-dix-huit centièmes (47.98 pi, soit, 14.62 m), quarante-sept pieds et quatre-vingt-quinze centièmes (47.95 pi, soit, 14.62 m) et vingt-quatre pieds et quatre cent dix-sept millièmes (24.417 pi, soit, 7.44 m) dans ses lignes sud-est, cent trente pieds et cinq cent quatorze millièmes (130.514 pi, soit, 39.78 m) dans sa ligne sud, deux cent quatre-vingt-trois pieds et huit cent cinquante-six millièmes (283.856 pi, soit, 86.52 m) dans sa ligne ouest; contenant en superficie quarante-neuf mille huit cent quatre-vingt-seize pieds carrés (49 896 pi², soit, 4 635.49 m²). Mesure anglaise.

Lot 492: De figure irrégulière, borné au nord par le lot 480 (rue Victoria), à l'est par les lots 187-2 ptie, 198-1 ptie, 198-2 ptie, 219 ptie, 230-1 ptie, 230-2 ptie, 251-1 ptie, 251-2 ptie, 262-1 ptie, au sud par la rue Hôtel-de-Ville (sans désignation cadastrale), à l'ouest par les lots 260, 253, 228, 221, 196 et 189; mesurant cinquante pieds et un centième (50.01 pi, soit, 15.24 m), quatre-vingt-six pieds et quatre-vingt-cinq centièmes (86.85 pi, soit, 26.47 m) et quarante-deux pieds et sept centièmes (42.07 pi, soit, 12.82 m) dans ses lignes nord, cent sept pieds et quarante-quatre centièmes (107.44 pi, soit, 32.75 m), cent vingt-cinq pieds et trente-huit centièmes (125.38 pi, soit, 38.22 m), cinquante-huit pieds et quarant-huit centièmes (58.48 pi, soit, 17.82 m) et cent sept pieds et trente centièmes (107.30 pi, soit, 32.71 m) dans ses lignes est, trente-deux pieds et soixante-quinze centièmes (32.75 pi, soit, 9.98 m), quatre-vingt-dix-neuf pieds et cent soixante-quinze millièmes (99.175 pi, soit, 30.23 m) et cinquante pieds et vingt-cinq centièmes (50.25 pi, soit, 15.32

ft or 0.35 m), fifty feet and thirty-seven hundredths (50.37 ft or 15.35 m) and one hundred and three feet and seventeen hundredths (103.17 ft or 31.45 m) in the north lines, ninety feet and sixty-three hundredths (90.63 ft or 27.62 m) following a curved line having a radius of fifty feet (50.0 ft or 15.24 m) in the northeast line, sixteen feet and eighty-nine hundredths (16.89 ft or 5.15 m) and forty-eight feet and twenty-nine hundredths (48.29 ft or 14.72 m) in the east lines, forty-eight feet and one hundredth (48.01 ft or 14.63 m), forty-seven feet and ninety-eight hundredths (47.98 ft or 14.62 m), forty-seven feet and ninety-five hundredths (47.95 ft or 14.62 m) and twenty-four feet and four hundred and seventeen thousandths (24.417 ft or 7.44 m) in the southeast lines, one hundred and thirty feet and five hundred and fourteen thousandths (130.514 ft or 39.78 m) in the south line, two hundred and eighty-three feet and eight hundred and fifty-six thousandths (283.856 ft or 86.52 m) in the west line; containing forty-nine thousand eight hundred and ninety-six square feet in area (49 896 sq. ft or 4 635.49 sq. m). English measure.

Lot 492: Of irregular shape, limited on the north by lot 480 (Victoria street), on the east by lots 187-2, part, 198-1, part, 198-2, part, 219, part, 230-1, part, 230-2, part, 251-1, part, 251-2, part, 262-1, part, on the south by Hôtel-de-Ville street (no cadastral designation), on the west by lots 260, 253, 228, 221, 196 and 189; measuring fifty feet and one hundredth (50.01 ft or 15.24 m), eighty-six feet and eighty-five hundredths (86.85 ft or 26.47 m) and forty-two feet and seven hundredths (42.07 ft or 12.82 m) in the north lines, one hundred and seven feet and forty-four hundredths (107.44 ft or 32.75 m), one hundred and twenty-five feet and thirty-eight hundredths (125.38 ft or 38.22 m), fifty-eight feet and forty-eight hundredths (58.48 ft or 17.82 m) and one hundred and seven feet and thirty hundredths (107.30 ft or 32.71 m) in the east lines, thirty-two feet and seventy-five hundredths (32.75 ft or 9.98 m), ninety-nine feet and one hundred and seventy-five thousandths (99.175 ft or 30.23 m) and fifty feet and twenty-five hundredths

m) dans ses lignes sud, trois cent quatre-vingt-dix-huit pieds et quarante et un centièmes (398.41 pi, soit, 121.44 m) dans sa ligne ouest; contenant en superficie soixante et onze mille six cent vingt-trois pieds carrés (71 623 pi², soit, 6 653.99 m²). Mesure anglaise.

Lot 493: De figure irrégulière, borné au nord par le lot 490, à l'est par la rue Champlain (sans désignation cadastrale), au sud par la rue Verchères (sans désignation cadastrale), à l'ouest par le lot 489; mesurant cent trois pieds et trois cent vingt millièmes (103.320 pi, soit, 31.49 m) dans sa ligne nord, huit pieds et vingt centièmes (8.20 pi, soit, 2.50 m) dans sa ligne est, cent trois pieds et trois cent huit millièmes (103.308 pi, soit, 31.49 m) dans sa ligne sud, huit pieds et huit cent vingt-huit millièmes (8.828 pi, soit, 2.69 m) dans sa ligne ouest; contenant en superficie huit cent quatre-vingt pieds carrés (880 pi², soit, 81.75 m²). Mesure anglaise.

Lot 494: De figure irrégulière, borné au nord par le lot 490, à l'est par la rue Notre-Dame (sans désignation cadastrale), au sud par la rue Verchères (sans désignation cadastrale), à l'ouest par la rue Champlain (sans désignation cadastrale); mesurant cent quatre-vingt-dix-sept pieds et neuf cent quatre-vingt-dix-neuf millièmes (197.999 pi, soit, 60.35 m) dans sa ligne nord, sept pieds et sept cent quatre-vingt-dix-sept millièmes (7.797 pi, soit, 2.38 m) dans sa ligne est, cent quatre-vingt-dix-huit pieds (198.0 pi, soit, 60.35 m) dans sa ligne sud, huit pieds et six cent quatre-vingt-deux millièmes (8.682 pi, soit, 2.65 m) dans sa ligne ouest; contenant en superficie mille six cent trente-et-un pieds carrés (1 631 pi², soit, 151.52 m²). Mesure anglaise.

(50.25 ft or 15.32 m) in the south lines, three hundred and ninety-eight feet and forty-one hundredths (398.41 ft or 121.44 m) in the west line; containing seventy-one thousand six hundred and twenty-three square feet in area (71 623 sq. ft or 6 653.99 sq. m). English measure.

Lot 493: Of irregular shape, limited on the north by lot 490, on the east by Champlain street (no cadastral designation), on the south by Verchères street (no cadastral designation), on the west by lot 489; measuring one hundred and three feet and three hundred and twenty thousandths (103.320 ft or 31.49 m) in the north line, eight feet and twenty hundredths (8.20 ft or 2.50 m) in the east line, one hundred and three feet and three hundred and eight thousandths (103.308 ft or 31.49 m) in the south line, eight feet and eight hundred and twenty-eight thousandths (8.828 ft or 2.69 m) in the west line; containing eight hundred and eighty square feet in area (880 sq. ft or 81.75 sq. m). English measure.

Lot 494: Of irregular shape, limited on the north by lot 490, on the east by Notre-Dame street (no cadastral designation), on the south by Verchères street (no cadastral designation), on the west by Champlain street (no cadastral designation); measuring one hundred and ninety-seven feet and nine hundred and ninety-nine thousandths (197.999 ft or 60.35 m) in the north line, seven feet and seven hundred and ninety-seven thousandths (7.797 ft or 2.38 m) in the east line, one hundred and ninety-eight feet (198.0 ft or 60.35 m) in the south line, eight feet and six hundred and eighty-two thousandths (8.682 ft or 2.65 m) in the west line; containing one thousand six hundred and thirty-one square feet in area (1 631 sq. ft or 151.52 sq. m). English measure.